

ATLAS DE L'ÉLEVAGE AU SÉNÉGAL



COMMERCE ET TERRITOIRES

Jean-Daniel Cesaro
Géraud Magrin
Olivier Ninot



Publication
du projet de recherche
ATP Icare



PRÉFACE

En ville comme dans les campagnes, les Sénégalais témoignent, dans leurs modes de vie, d'un fort attachement à l'élevage qui a connu, ces dernières années, d'importantes mutations sur les plans micro, méso et macro-économiques.

La satisfaction des besoins des consommateurs et l'amélioration des conditions de vie des éleveurs se heurtent néanmoins à certaines difficultés. Les ressources pastorales sont menacées par l'irrégularité pluviométrique, l'extension de l'agriculture et des zones urbanisées.

La dépendance économique, accentuée par l'internationalisation des marchés des produits animaux, expose par ailleurs les consommateurs aux fluctuations des prix, comme l'a montré la crise du lait de 2008. Les producteurs sénégalais auraient pu en tirer parti pour reprendre aux importations des parts du marché national. Mais cela n'a pu être le cas, car la modernisation de leur activité exige des mutations profondes et un accompagnement de l'État sur le long terme.

La politique de soutien à l'élevage engagée par le Gouvernement sénégalais, inscrite en droite ligne de la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale de juin 2004, vise à répondre à ces enjeux de sécurisation et de modernisation des élevages, en assurant notamment une meilleure mise en marché des produits animaux.

À cet effet, notre politique s'appuie sur l'importante somme de connaissances construite au fil des années par des chercheurs sénégalais et leurs partenaires étrangers. Une partie de ce vaste corpus est rassemblée dans cet atlas, qui lui donne ainsi une plus grande visibilité et le rend accessible aux acteurs du secteur de l'élevage, producteurs, intermédiaires, organisations professionnelles en élevage, sans oublier les développeurs, les étudiants, qui sont les décideurs de demain, mais aussi le grand public.

En montrant la diversité de l'élevage au Sénégal, la variété de ses relations avec les territoires et les modalités de son intégration au marché, l'atlas de l'élevage au Sénégal constitue, sans aucun doute, un outil très utile pour éclairer les débats et les choix politiques qui décideront de l'avenir de ce secteur si important pour le développement socioéconomique de notre pays.

Dr Oumou Khaïry Gueye Seck
Ministre de l'Élevage du Sénégal,

Dakar, le 03 octobre 2010,



SOMMAIRE

INTRODUCTION	P. 2
CHAPITRE UN : LES TERRITOIRES DE L'ÉLEVAGE	P. 4
QUEL ESPACE POUR LES ÉLEVEURS ?	P. 5
L'ÉLEVAGE ET LE ZONAGE AGRO-CLIMATIQUE	P. 6
PEUT-ON CARTOGRAPHIER LE CHEPTEL NATIONAL ?	P. 8
TRANSHUMANCES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI	P. 10
DES TENTATIVES POUR TERRITORIALISER L'ÉLEVAGE	P. 11
LES UNITÉS PASTORALES	P. 12
CHAPITRE DEUX : LE COMMERCE DE BÉTAIL SUR PIED	P. 13
UN CAPITAL EN MOUVEMENT	P. 14
LES CIRCUITS NATIONAUX DE COMMERCIALISATION	P. 15
LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS HEBDOMADAIRES	P. 16
DAHRA, CAPITALE DE L'ÉLEVAGE ?	P. 17
LES CIRCUITS RÉGIONAUX DE COMMERCIALISATION	P. 19
TAMBACOUNDA, L'ESSOR D'UN CARREFOUR DE BÉTAIL	P. 20
LA <i>TABASKI</i> , GÉOGRAPHIE DE LA FÊTE DU MOUTON	P. 21
DAKAR, FOYER DE CONSOMMATION DU SÉNÉGAL	P. 22
CHAPITRE TROIS : LA FILIÈRE LAIT, DU GLOBAL AU LOCAL	P. 23
LAIT EN POUDRE, LAIT DE COLLECTE : CONCURRENCE ET COMPLÉMENTARITÉS	P. 24
LES IMPORTATIONS LAITIÈRES AU SÉNÉGAL	P. 25
PRODUCTION NATIONALE ET UNITÉS LAITIÈRES	P. 27
LE BASSIN LAITIER AUTOUR DE KOLDA	P. 28
CE QUI RESTE DU LAIT À DAHRA	P. 29
LA COLLECTE DE LA LAITERIE DU BERGER	P. 30
DU LAIT À LA PÉRIPHÉRIE DE DAKAR	P. 31
BIBLIOGRAPHIE	P. 32

INTRODUCTION

L'élevage est omniprésent au Sénégal. Un habitant sur trois s'y adonne d'une manière ou d'une autre, dans la quasi-totalité des écosystèmes du pays. Il fournit environ le tiers de la richesse agricole nationale. Or, ce secteur traverse des bouleversements rapides, sous l'effet conjugué de mutations écologiques, de la croissance démographique, de l'urbanisation et de la libéralisation des marchés. Certains élevages sont fragilisés, alors que d'autres révèlent un formidable dynamisme.

Cet atlas a pour objectif de décrire ces évolutions de manière synthétique, afin d'éclairer ces transformations et d'en faciliter l'accompagnement. Il s'intéresse en particulier à l'élevage des ruminants – bovins, ovins et caprins –, qui joue un rôle majeur en zone rurale. Afin de rendre compte le mieux possible des évolutions actuelles, le présent recueil propose de croiser deux lectures : l'une, horizontale, aborde les dynamiques des espaces ruraux ; l'autre, verticale, interprète le fonctionnement des filières. Ces deux dimensions permettent de présenter une approche intégrée de ce secteur emblématique.

1. Pour une approche intégrée de l'élevage

La perspective horizontale décrit les évolutions des territoires dans lesquels s'enracinent les activités d'élevage (chapitre 1). Ces transformations traduisent des modifications rapides du climat et des milieux naturels (p. 5 et p. 6), des mouvements d'animaux répondant aux contraintes écologiques, démographiques et économiques (p. 8). Elles reflètent aussi l'histoire des politiques d'aménagement de l'espace pastoral (p. 11 et p. 12). L'avenir incertain des « territoires de l'élevage » au Sénégal est ainsi lié à la fois aux règles locales d'accès au foncier et à une vision de l'aménagement rural dominée par l'ambition de mise en valeur agricole, dans le cadre d'une conception rigide des « vocations » régionales (p. 5).

La dimension verticale renvoie aux relations marchandes dans lesquelles s'insèrent les éleveurs. Dans le domaine de la viande (chapitre 2), des liens complexes s'organisent autour des circuits de commercialisation du bétail sur pied, mobilisant des réseaux commerçants (p. 15), des marchés hebdomadaires (p. 16) et certaines villes stratégiques (pp. 17 à 20). Ces circuits s'animent selon de fortes irrégularités saisonnières, dues au calendrier agricole et aux pics de consommation associés aux fêtes religieuses (p. 21 et p. 22). Ce commerce d'une grande importance économique contribue ainsi fortement à l'intégration des pasteurs au sein d'une société de plus en plus urbaine et d'une économie de marché de plus en plus mondialisée (p. 14). Dans le domaine du commerce laitier (chapitre 3), les cartes présentées rendent compte d'une ouverture plus ancienne du marché domestique aux importations (p. 25 et p. 26), ainsi que d'une dichotomie entre un élevage laitier périurbain semi-intensif et un élevage laitier rural extensif (pp. 27 à 29). La diversité des relations entre producteurs et agro-industries rurales participe du dynamisme des bassins laitiers (p. 30 et p. 31). Au total, le devenir de l'élevage laitier au Sénégal dépendra en grande partie de la capacité des entreprises de collecte et de transformation à promouvoir des produits d'origine locale auprès des consommateurs urbains (p. 24).

Le croisement de ces lectures horizontales et verticales souligne la multifonctionnalité de l'animal au sein des systèmes paysans et la diversité des situations locales. L'élevage témoigne du métissage de la société sénégalaise, entre héritages et innovations, ruralité et urbanité, dynamiques locales et globales. Ainsi, une activité aussi protéiforme ne peut être embrassée que grâce à un regard multidisciplinaire. L'enjeu consiste ici à dépasser une vision uniquement technique (santé ou production animale) de ce secteur, pour en éclairer les mutations en tenant compte des logiques environnementales, sociales, économiques et géographiques qui les sous-tendent.

2. Un atlas pour renouveler l'image de l'élevage et éclairer la décision

Les documents proposés ici proviennent pour l'essentiel de recherches menées dans le cadre du projet Icare (2007-2009). Contre des idées reçues stigmatisant un élevage sahélien « traditionnel » réduit à une composante pastorale « contemplative », en marge de l'économie monétaire, nos recherches mettent l'accent sur la diversité des formes d'élevage et sur leur intégration croissante aux marchés. Elles soulignent cependant les contraintes – économiques ou relevant d'autres causes – qui président à ces changements, et la diversité des pressions qui s'exercent sur les sociétés d'éleveurs.

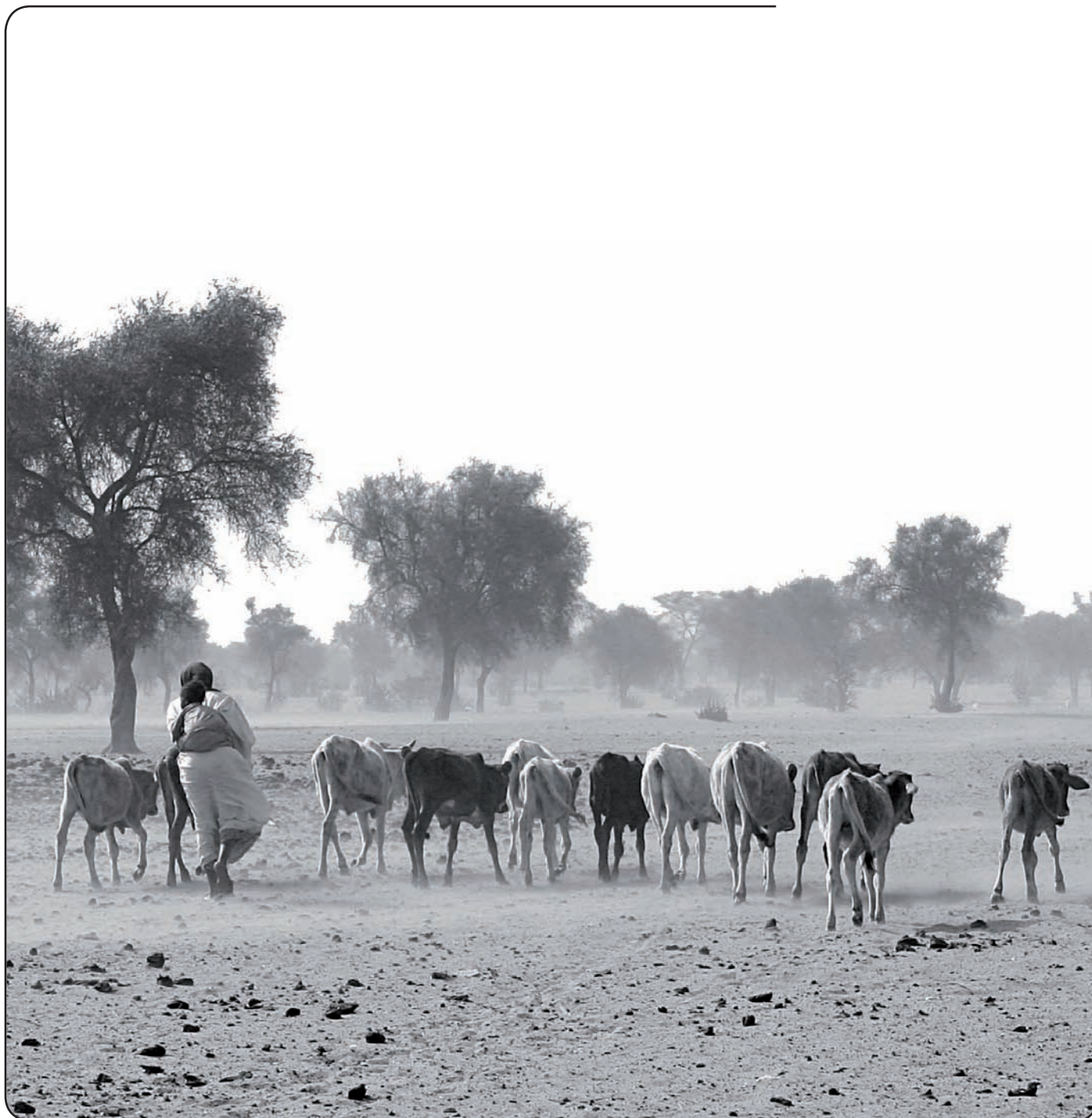
Cet atlas ambitionne de fournir à un large public concerné par les évolutions de ce secteur une vision claire de la diversité des dynamiques de l'élevage au Sénégal, de ses contraintes et de ses atouts. Il s'adresse en priorité aux élus nationaux ou locaux, aux agents de l'État, aux responsables d'organisations professionnelles ou de projets, aux chercheurs, aux étudiants. Pour ce faire, l'atlas valorise des données statistiques nationales ou sous-régionales ainsi que des enquêtes de terrain pour présenter des cartes à différentes échelles, permettant de varier les points d'observation et de comprendre les relations entre les différentes perspectives abordées. Ces données d'origines diverses ont été complétées par des photographies, des graphiques et des cartes schématiques, et commentées par de brèves notices.

Guillaume Duteurtre
Coordonnateur de l'ATP Icare



REPOS D'UN TROUPEAU DE MOUTONS, RÉGION DE SAINT-LOUIS © J.D CESARO, 2009

CHAPITRE UN : LES TERRITOIRES DE L'ÉLEVAGE



CONDUITE MATINALE DES VEAUX VERS SAGOBÉ, RÉGION DE SAINT-LOUIS © J.D CESARO, 2009

QUEL ESPACE POUR LES ÉLEVEURS?

Les représentations actuelles du territoire sénégalais sont marquées par un zonage selon les « vocations » supposées des espaces, définies à partir de leurs potentialités (climat, sols, situation, peuplement). Ce schéma s'est organisé autour des « cultures de rente » pourvoyeuses de ressources pour l'administration et les paysans. Le territoire s'est ainsi construit à partir du réseau de villes et d'infrastructures structurant le bassin de l'arachide, du centre ouest vers l'est. La vallée du fleuve Sénégal a ensuite porté les espoirs d'aménagement hydro-agricole, le Sud ceux de la diversification cotonnière. La définition d'une zone sylvo-pastorale dans le Ferlo, dans les années 1950, illustre la marginalité économique et spatiale d'une activité dont les produits, peu commercialisés, semblent échapper au champ de l'économie moderne. L'espace de l'élevage apparaît relictuel.

Si le Ferlo est bien le cœur de l'élevage pastoral au Sénégal – il y constitue l'activité dominante, et cet espace est central dans les stratégies de mobilité des pasteurs – l'élevage apparaît comme quasiment ubiquiste dans le pays. Quelle que soit la diversité des systèmes de production (plus ou moins extensifs, agropastoraux ou agricoles), l'élevage a tissé des liens étroits avec l'agriculture, dont il a été un des moteurs (à travers la culture attelée et la fumure) et un facteur de sécurisation (la capitalisation sous forme de cheptel permet d'amortir les crises). Dans la Vallée, le Bassin arachidier et la Haute Casamance, l'augmentation du cheptel traduit les succès de l'agriculture irriguée, de l'arachide ou du coton. Des liens multiformes unissent l'économie pastorale du Ferlo à celle de ses contours agropastoraux (mobilités saisonnières, relations familiales, gardiennage, vente d'animaux et d'intrants, flux commerciaux divers).

Les politiques en faveur de l'élevage ont eu des implications spatiales importantes. Leurs objectifs furent divers (contrôle et taxation des éleveurs, intensification et augmentation de la production, amélioration de la gestion des ressources naturelles); leurs formes ont évolué de part et d'autre des plans d'ajustement structurels (plus étatistes et dirigistes des années 1950 aux années 1970, tributaires de projets aidés et participatifs depuis la fin des années 1980). Leur constante fut cependant de viser une sédentarisation des pasteurs, ou en tout cas un contrôle et une restriction de leur mobilité. Dans le Ferlo, la constitution d'un dense réseau de forages à partir des années 1950, la création de ranchs, ou encore l'organisation d'Unités pastorales (UP) – comme espaces de gestion socio-économique de l'arrière-pays pastoral d'un forage – y contribuèrent.

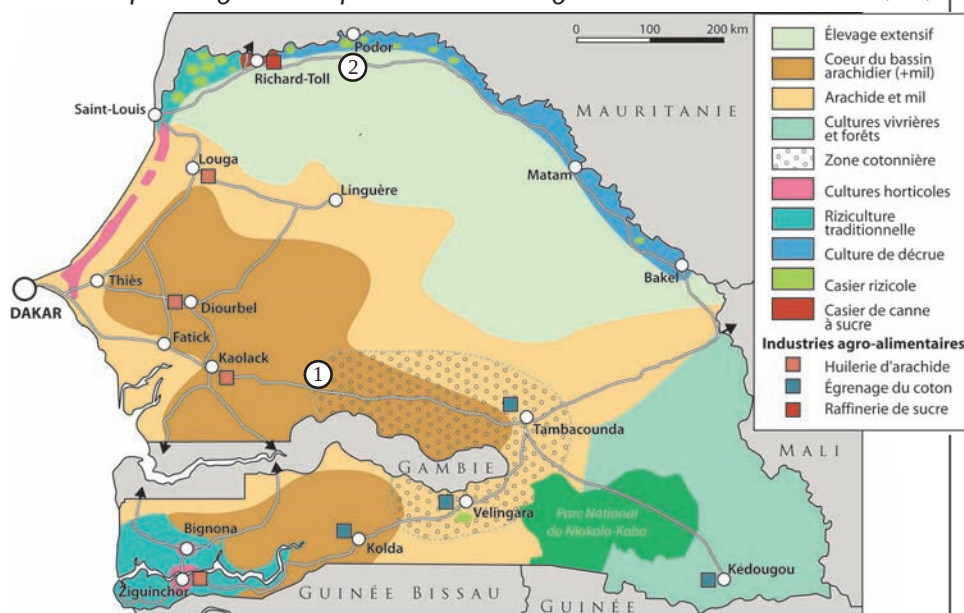
Les espaces valorisés par l'élevage extensif apparaissent aujourd'hui menacés, et les sociétés qui en vivent fragilisées. La forte croissance démographique (la population nationale a été multipliée par 3,5 depuis 1960) et les pratiques agricoles extensives (donc consommatrices d'espaces) qui l'accompagnent en sont une cause. Les grands projets hydrauliques ont par ailleurs ignoré l'élevage. Le Delta et la moyenne Vallée furent aménagés sans prise en compte de la présence ancienne et importante des troupeaux, ce qui causa des tensions locales et remit en question les mobilités séculaires entre le Ferlo et les pâturages de saison sèche qu'offrait la Vallée. Dans le Ferlo, les pâturages sont menacés par l'extension des champs des habitants et par la remontée du front arachidier, favorisée par la meilleure pluviométrie des années 1990-2000 et les appuis politico-administratifs dont bénéficient les cultivateurs mourides. La décentralisation, renforcée depuis 1996, permet d'inscrire l'élevage dans les débats sur la gestion des territoires locaux. Mais l'échelle sur laquelle elle repose et la territorialisation qui l'accompagne semblent incompatibles avec la mobilité pastorale. Les choix à venir dans le domaine foncier, appelés par la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale de 2004, seront décisifs pour l'avenir de l'élevage extensif, qui en sortira sécurisé ou sévèrement menacé.

Géraud Magrin

L'ÉLEVAGE ET LE ZONAGE AGRO-CLIMATIQUE

Les espaces agricoles et pastoraux du Sénégal D'APRÈS A. LE FUR DANS P. NDIAYE (2007)

La répartition de l'élevage reflète en partie les gradients agro-climatiques. Les seuils sont définis par les ressources pastorales, les conditions sanitaires et la concurrence de l'agriculture : au nord de l'isohyète 400 mm, l'agriculture pluviale est trop risquée pour concurrencer l'élevage. Au sud de l'isohyète 800-900 mm, la trypanosomiase fragilise l'élevage. Mais ces limites ne sont pas absolues : races trypano-résistantes et défrichements élargissent l'espace pastoral au Sud, quand reprise des pluies et pression démographique orientent le front agricole vers le Ferlo. La vallée allochtone du Sénégal a polarisé de tous temps des troupeaux sans lien avec la pluviométrie locale. G. M.



Un agriculteur avec son attelage vers Kounghoul

© G. MAGRIN (JUIL. 2007)



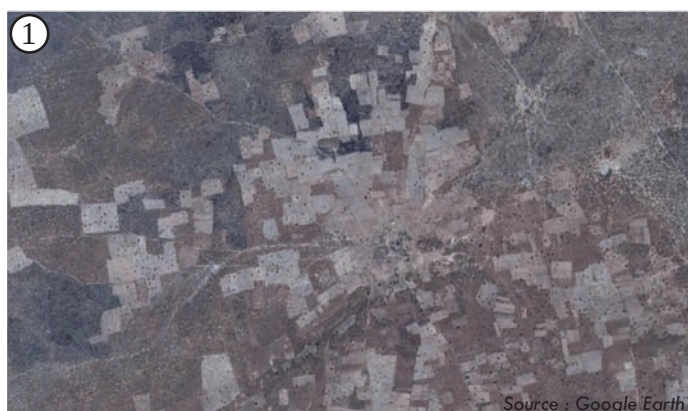
Troupeau vers Taredji

© G. MAGRIN (MARS 2004)



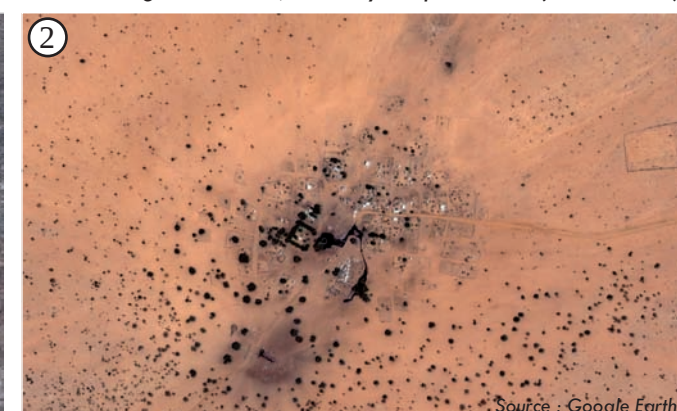
L'élevage exploite des contextes très variés, avec ① ou sans ② parcellaire agricole, dans des bourgs ou des campements. Il est un élément constitutif de la vie rurale, mais les cheptels n'y ont ni la même importance ni la même fonction, et surtout ils ne subissent pas les mêmes contraintes d'accès aux ressources herbacées et hydriques. Le cheptel est partout un signe de richesse, pour un agriculteur comme pour un éleveur.

Village vers Kounghoul, Bassin arachidier (nov. 2007)



Source : Google Earth

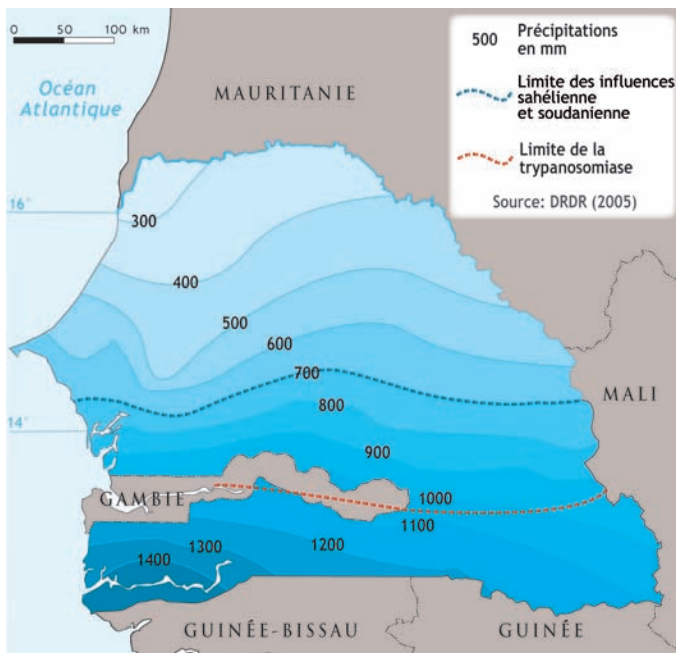
Forage de Mbidi, zone sylvo-pastorale (mars 2005)



Source : Google Earth

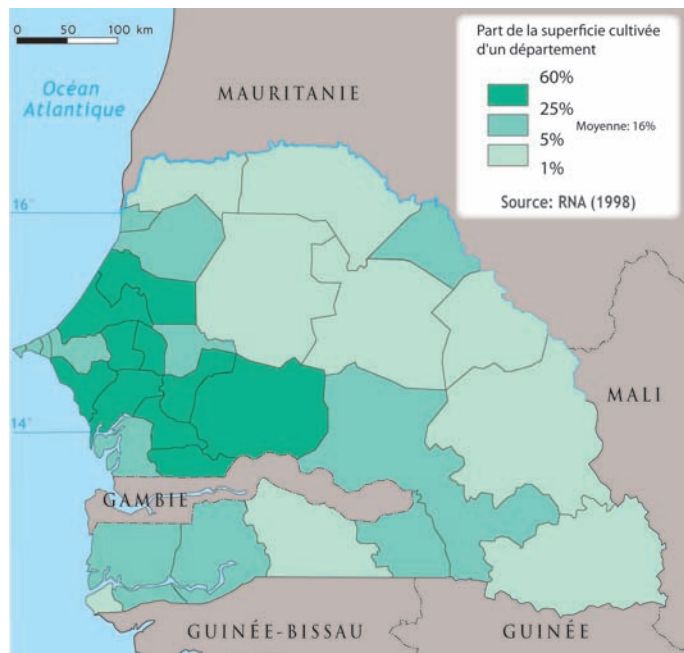
Pour en savoir plus : Magrin G., 2009. *Dynamiques territoriales et place de l'élevage au Sénégal*, Documents de travail Icare, Série Notes de synthèse n°2, Cirad, Montpellier, 22 p.

Le gradient nord-sud de la pluviométrie



Le régime pluviométrique est très contrasté. Au nord, le volume moyen annuel des précipitations dépasse à peine 200 mm, dont près de 90% se répartissent sur 2 mois. Au sud-ouest, le volume moyen annuel des précipitations avoisine 1.500 mm. Le régime pluviométrique influence les possibilités agricoles et pastorales (présence d'eau en surface et dans les nappes phréatiques, ressources herbacées).

Le gradient ouest-est de l'agriculture



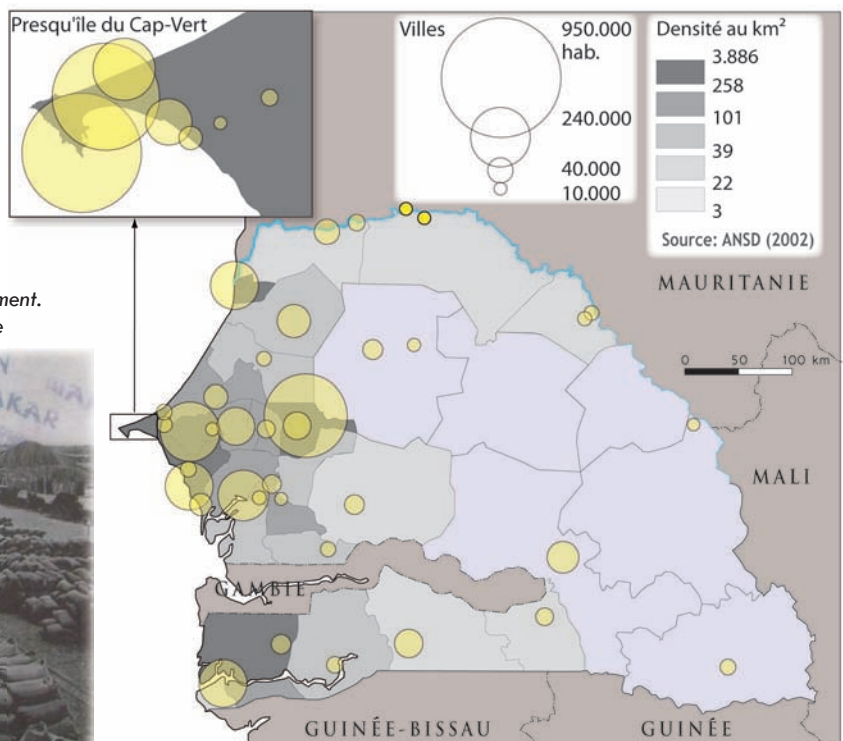
Le gradient ouest – est renvoie à l'histoire de l'aménagement du territoire national au rythme de l'extension et du déplacement du bassin arachidier. L'arachide a longtemps été le moteur de l'économie sénégalaise. Si le système est depuis près de trente ans en difficulté, un front agricole s'étend depuis plus de vingt ans dans la zone sylvo-pastorale. Il s'accompagne de tensions foncières, mais aussi de complémentarités entre agriculteurs et éleveurs.

L'organisation de l'espace sénégalais oppose nettement l'Est vide à l'Ouest peuplé (90% de la population à l'ouest d'une ligne Dagana-Kolda) et urbanisé, mais aussi la presqu'île du Cap Vert (30% de la population sur 3% de la superficie). L'élevage s'y adapte : il est dans l'ensemble plutôt pastoral à l'est, sédentaire et intensif à l'ouest.

Gare de Rufisque : les arachides prêtes pour l'embarquement. Carte postale ancienne (années 1930 ?), source inconnue



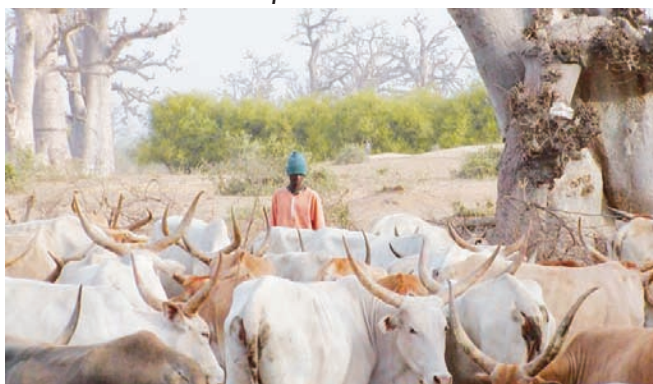
Villes de plus de 10.000 habitants et densité de population



PEUT-ON CARTOGRAPHIER LE CHEPTEL NATIONAL ?

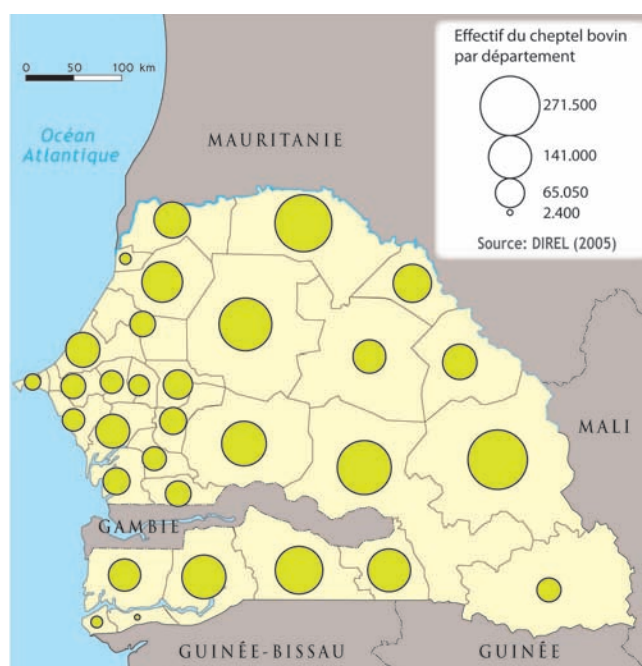
La cartographie de l'élevage se heurte à plusieurs problèmes liés à l'absence d'un recensement national du cheptel, au silence entretenu par les éleveurs sur la taille des troupeaux, à la prise en compte de la mobilité des hommes et des animaux, à la complexe définition de territoires de l'élevage, à l'identification et à la localisation de ses ressources. Conscients des limites des données statistiques mais aussi de leur intérêt, nous nous sommes attachés à cartographier des indicateurs simples (le cheptel, le ratio population / animaux) à un échelon suffisamment grand (les départements) pour que les données utilisées permettent au territoire de révéler ses principaux contrastes. O. N.

Un éleveur et son troupeau vers Thiès © G. DUTEURTRE



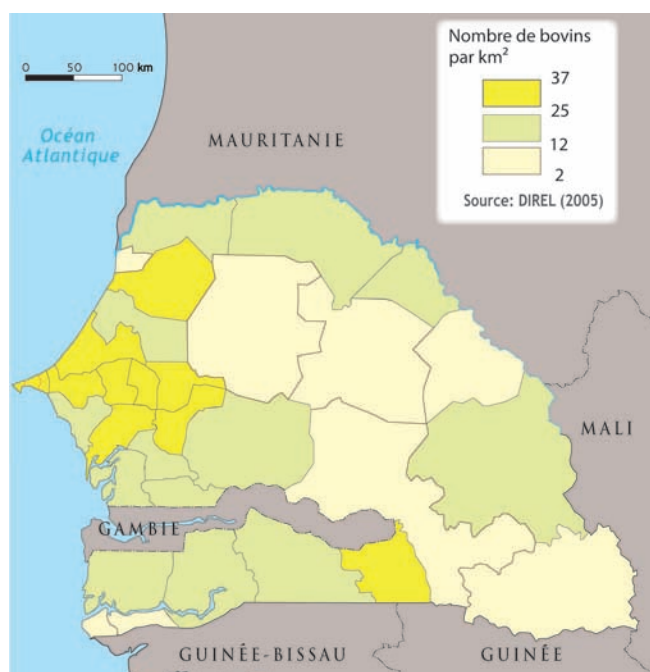
Selon les estimations de la Direction de l'élevage (Direl), il y aurait un peu plus de 2.900.000 bovins sur le territoire sénégalais en 2005.

Répartition du cheptel bovin par département



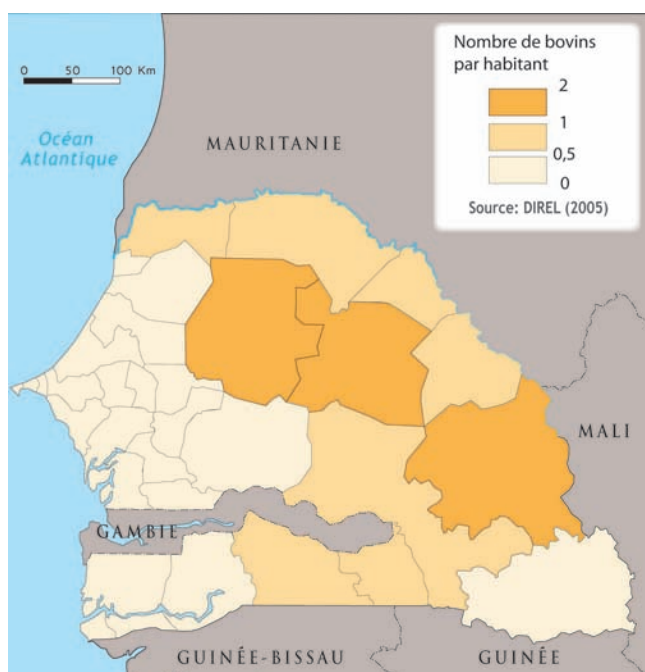
L'effectif de bovins par département donne un poids important à la zone sylvo-pastorale et renvoie aux deux gradients agro-climatiques et démographiques. Les effectifs bovins de la région de Matam sont sans doute sous-estimés, ce qui montre la difficulté de recenser un cheptel dans des régions reculées.

Densité du cheptel bovin par département



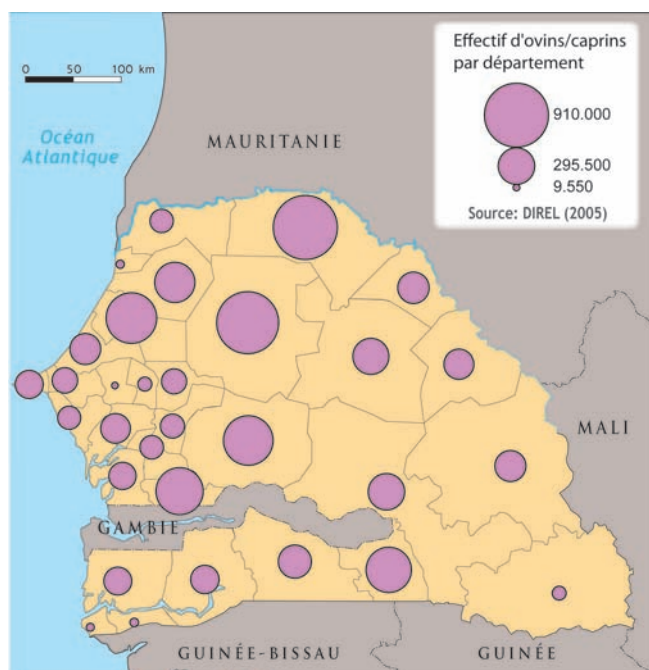
En considérant l'effectif des bovins par rapport à la superficie des départements, la représentation s'inverse. Les fortes concentrations se situent dans le bassin arachidier, les faibles au cœur du Ferlo.

Nombre de bovins par habitant par département



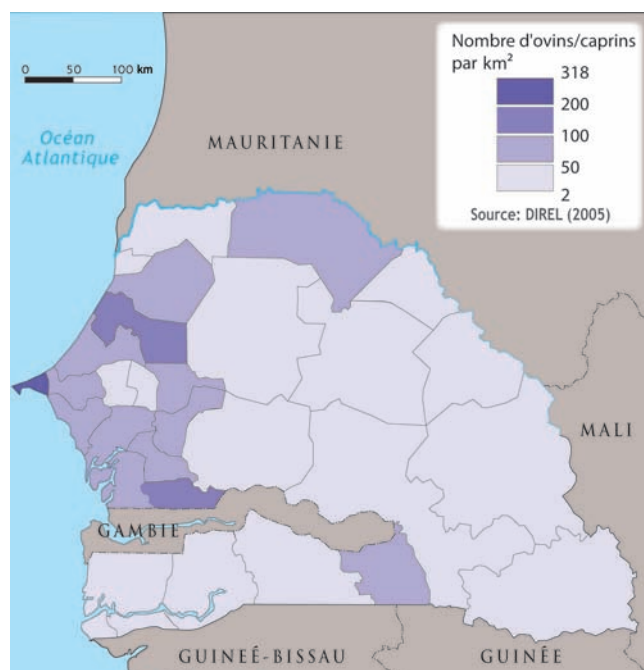
Un autre indicateur consiste à rapporter le nombre de bovins à la population du département. On distingue ainsi les départements où ces animaux sont plus nombreux que les hommes, ce qui désigne des régions spécialisées dans la vente.

Répartition du cheptel ovin/caprin par département



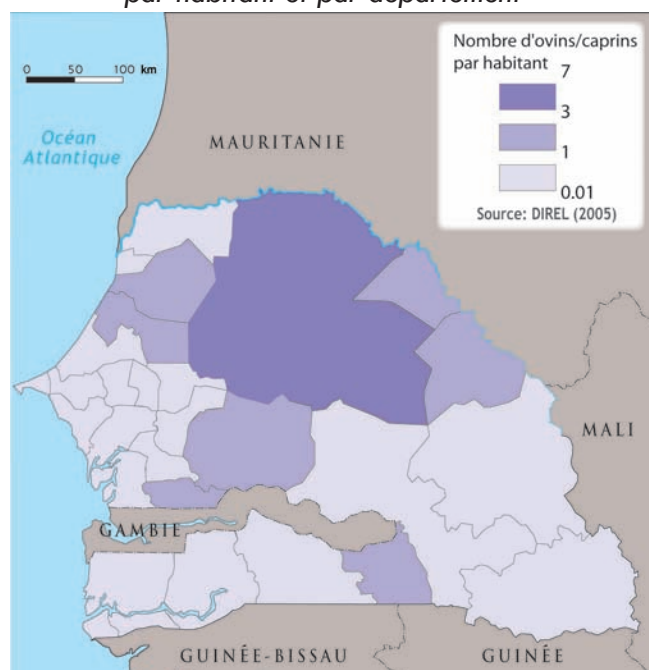
Le nombre de petits ruminants est, selon les estimations, 2,5 fois supérieur à celui des bovins, avec plus de 7.600.000 têtes. Il n'est pas possible de différencier ces deux espèces, dans la mesure où les données accessibles sont agrégées.

Densité du cheptel ovin/caprin par département



Comme pour les bovins, les densités de petits ruminants sont plus élevées dans le bassin arachidier (à l'exception de Diourbel et de Bambey). Avec près de 300 ovins/caprins au km², la région de Dakar montre l'intégration des petits ruminants dans la vie urbaine.

Nombre d'ovins/caprins par habitant et par département



Le Ferlo est bien représenté selon le ratio nombre d'ovins/caprins par habitant. Les petits ruminants sont pour les éleveurs une ressource financière aisément mobilisable.

Chèvres et déchets urbains à Saint-Louis

© G. MAGRIN (OCT. 2003)

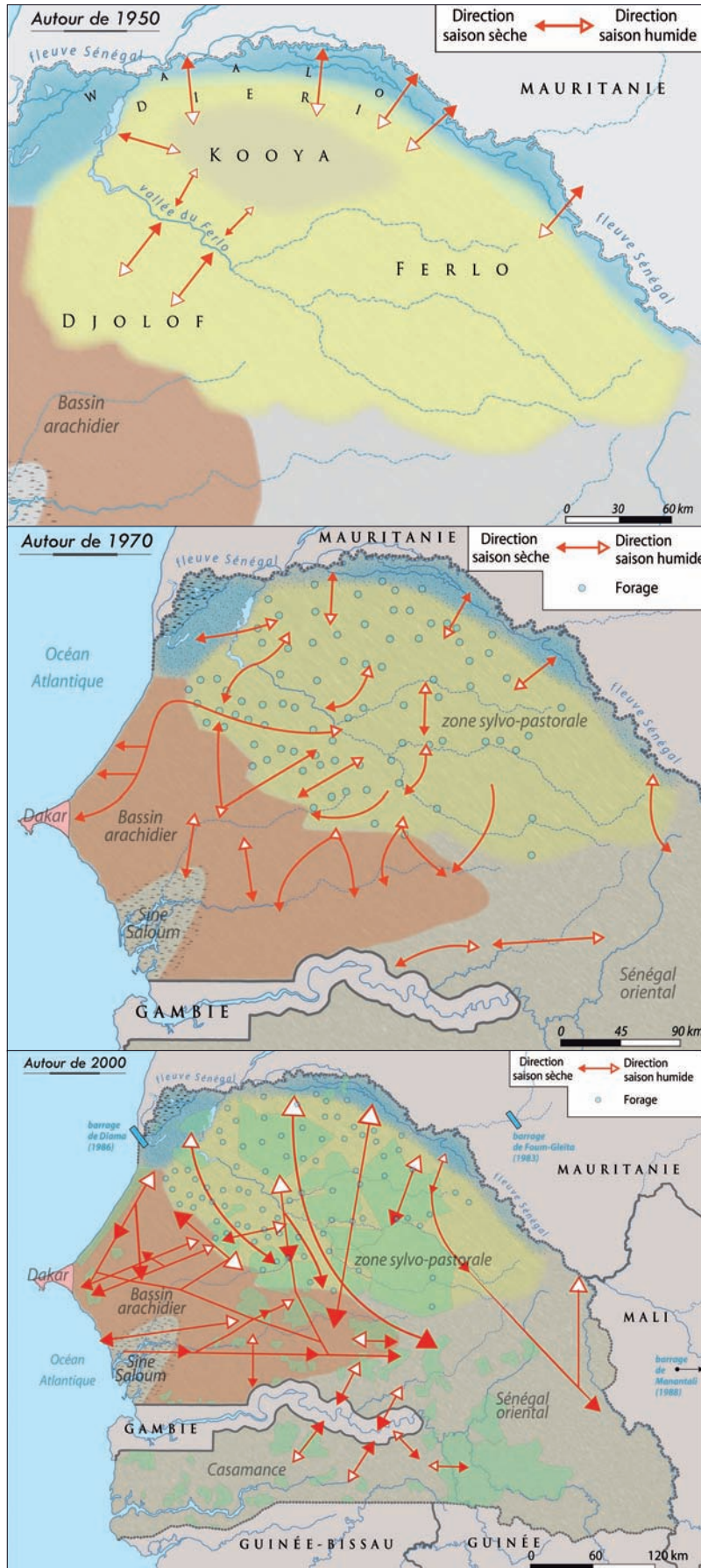


L'opposition, selon les indices, entre le Bassin arachidier et le Ferlo, présente deux images différentes de l'élevage. La taille du cheptel de l'ouest est fortement liée à celle de la population, montrant une complémentarité de l'élevage avec l'activité agricole et son insertion dans l'espace urbain. Inversement, le cheptel de l'est est supérieur en nombre aux habitants de la zone sylvo-pastorale. Les stocks d'animaux pour la vente sont donc proportionnellement plus importants à l'Est qu'à l'Ouest.

TRANSHUMANCES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Evolution des transhumances depuis 1950

D'APRÈS A.T. DIOP DANS D. DIA (2009)



L'aménagement hydroagricole de la vallée du fleuve Sénégal et l'ouverture des forages dans le centre du Ferlo depuis le milieu du XX^e siècle ont influencé la géographie du pastoralisme. Avant les forages, les troupeaux étaient conduits dans les campements de *Dieri* en saison des pluies, où l'on pratiquait également l'agriculture. En saison sèche, les Peuls se dirigeaient vers le lac de Guiers, le *Waaloo* ou la vallée du Ferlo, pour exploiter les parcours de décrue et les points d'eau. Wolofs, Maures et Peuls vivaient soit de l'agriculture sous pluie soit de l'élevage, mais le plus souvent des deux. Les Mauritaniens venaient aussi dans le *Waaloo* en saison sèche et repartaient vers le nord en saison des pluies. Avec la création des forages dans le *Dieri* puis les sécheresses et l'extension des aménagements hydroagricoles dans la vallée du fleuve Sénégal (barrage de Manantali en 1988), les mouvements vers le *Waaloo* ont été petit à petit abandonnés.

Habitat transhumant autour de Dahra: forme traditionnelle, matériaux récupérés © G. MAGRIN (NOV. 2007)



L'ouverture des forages a aussi permis l'installation de campements au cœur du *Kooya*, devenu la réserve des six forages. S'en sont suivies une densification du cheptel et une surexploitation des parcours qui, en période de grande sécheresse, se sont révélées intenable. La sécheresse de 1972-1973 provoqua les premiers déplacements massifs vers le sud. De nombreux éleveurs se sont réfugiés dans le Bassin arachidier pour profiter des parcours post-récoltes. Ces contraintes transformèrent les familles peules en véritables nomades, abandonnant progressivement l'agriculture pour se recentrer sur un élevage devenu plus exigeant. La crainte de nouvelles sécheresses créa de nouvelles relations entre les éleveurs et les agriculteurs du Bassin arachidier et du Sud. On assiste ainsi à une translation progressive du pastoralisme du Nord vers le centre puis le Sud du pays.

Pour en savoir plus : Diop A.T., Sy O., Ickowicz A., Touré I., 2003. « Politique d'hydraulique et gestion de l'espace et des ressources dans la région sylvo-pastorale du Sénégal », actes du colloque international *Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux*, Montpellier, France, 9 p.

DES TENTATIVES POUR TERRITORIALISER L'ÉLEVAGE

Les grands projets de développement régional

D'APRÈS D. DIA (2009)

L'assignation de l'élevage au sein de territoires délimités est considérée comme un enjeu majeur d'aménagement du territoire (afin d'éviter notamment les conflits d'usages avec les espaces agricoles et les espaces protégés) et de gestion sectorielle (on parle souvent de « sécurisation » de l'accès aux ressources). Plusieurs projets de développement s'y consacrent. La définition de ces territoires est difficile car elle s'appuie sur des réalités mouvantes dans le temps et sensibles aux accidents climatiques : localisation du cheptel, des ressources pastorales (eau, pâturages) et des marchés. Une contradiction fondamentale apparaît ainsi entre l'essence même de l'élevage pastoral qu'est la mobilité, et le projet de le fixer au sein de limites territoriales. O. N.



Pare-feux et forage dans le ranch de Doli

© G. MAGRIN (OCT. 2005)

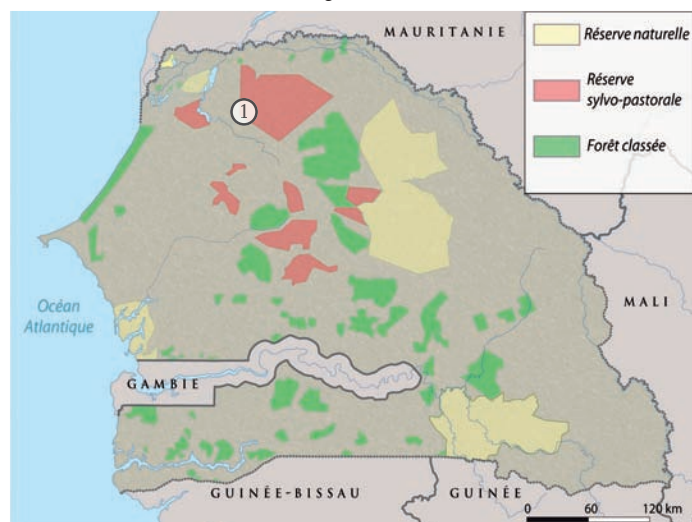


Deux grands projets furent initiés dans le Ferlo : le Projet de développement de l'élevage au Sénégal oriental (PDESO) et la Société de développement de l'élevage dans la zone sylvo-pastorale (Sodesp). La Sodesp voulait commercialiser le bétail dans les années 1970, suivant une stratification des productions animales (zones de naissance en zone sylvo-pastorale, de réélevage en zone agro-pastorale et d'embouche à proximité des foyers urbains).

Dans les années 1980, le Sénégal, comme les autres pays d'Afrique, fut touché par les plans d'ajustement structurel. Les grands projets d'État furent remplacés par d'autres programmes moins ambitieux. Ces projets avaient pour objectif de sédentariser les pasteurs, comme par exemple le projet de la GTZ à Windou Thiengoly, en aménageant des périmètres pastoraux reliés au forage par des conduites d'eau.

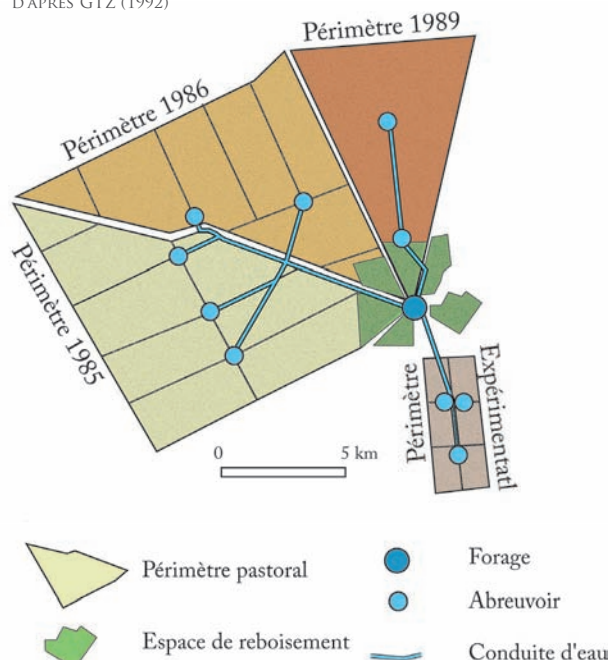
À la fin des années 1980, des réserves sylvo-pastorales furent créées pour garantir des espaces à l'élevage. Cependant, l'expansion des défrichements agricoles au centre-est du Sénégal et la remontée du front arachidier vers la zone sylvo-pastorale conduisirent au déclassement de superficies parfois importantes (Déaly, Boulal, Mbeggé, etc.) au profit des exploitants agricoles. La pression foncière demeure un enjeu du XXI^e siècle pour les éleveurs.

Les réserves naturelles au Sénégal D'APRÈS CSE (2000)



Plan d'aménagement des périmètres pastoraux du projet sénégal-allemand à Windou Thiengoly ①

D'APRÈS GTZ (1992)



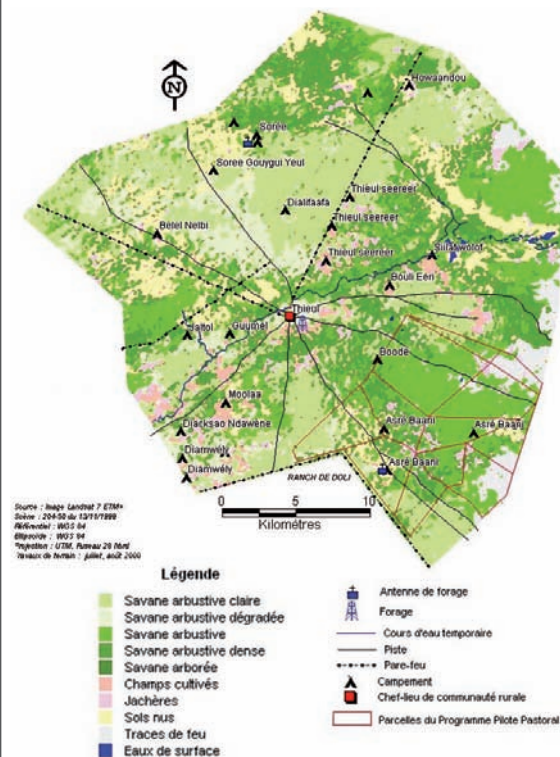
Pour en savoir plus : Oussouby Touré, 1990. *Ngaynaaka majji : la perte des pratiques pastorales dans le Ferlo (Nord Senegal)*, IIED, dossier n°22, 25 p.

LES UNITÉS PASTORALES

Les actions visant à sédentariser les éleveurs s'estompent à partir des années 1990, bien que les débats entre les partisans de l'intensification et ceux de l'élevage pastoral soient encore vifs. Les Unités pastorales (UP), mises en place par le Papei (Projet d'appui à l'élevage) semblent exprimer un compromis. Elles regroupent l'ensemble des campements se trouvant dans la zone d'influence d'un forage (20 km de rayon) et partageant le même espace agricole et pastoral, les mêmes points d'eau, ayant des intérêts socio-économiques convergents. De nouvelles règles collectives de gestion des ressources pastorales sont adoptées. Elles concernent notamment les pâturages, les intrants, l'accès à l'eau et la lutte contre les feux.

Carte d'occupation du sol de l'UP de Thiel

CARTOGRAPHIE CSE & PPZS

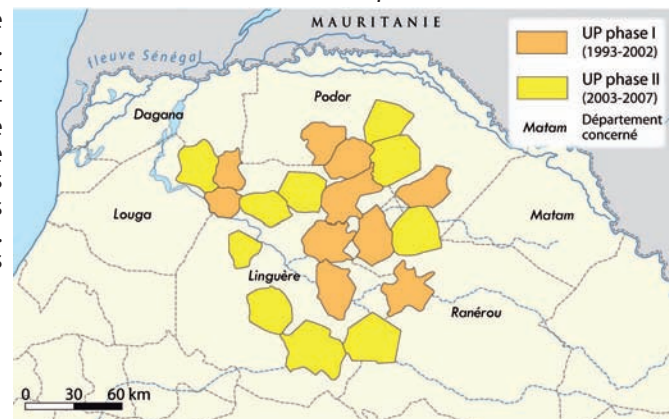


Cartographie participative à Thiel en 2002

© I. TOURÉ



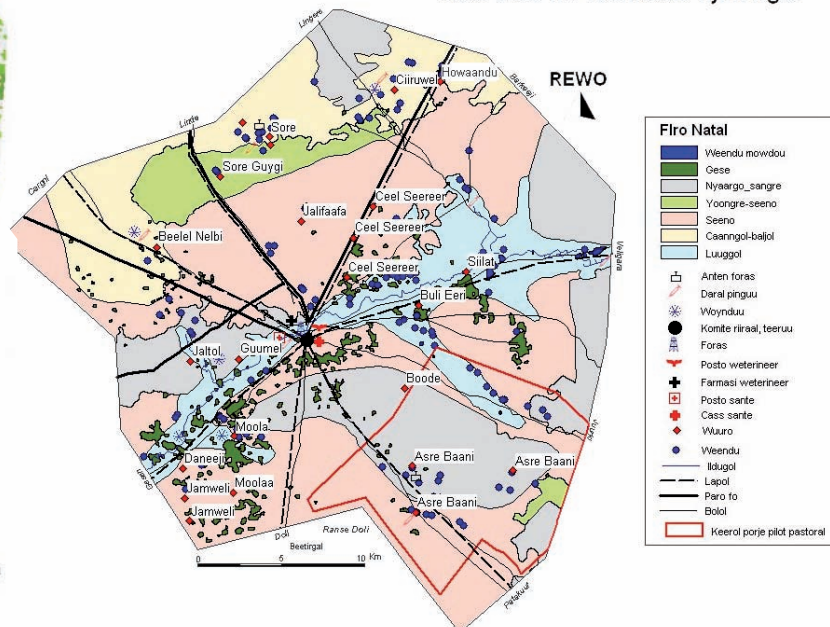
Localisation des UP des phases I et II D'APRÈS Papei/CSE



Carte retravaillée par les éleveurs (traduction en pular, choix des symboles et des couleurs)

CARTOGRAPHIE CSE & PPZS

Natal Ceel no ceelnaabe njiiri ngal



Ces deux cartes ont été réalisées lors de la première phase du projet des UP. Les limites de la carte de Thiel ont été modifiées lors de la deuxième phase, pour représenter une partie du Ranch de Doli, au sud de l'UP.

Des éleveurs cartographes

Les cartographes s'intéressent depuis longtemps aux éleveurs du fait de leur mobilité. Pourtant, les éleveurs ont rarement été associés à la production cartographique sur leur territoire. Avec la mise en place des Unités pastorales, des acteurs locaux et des cartographes dessinent une cartographie adaptée aux besoins des éleveurs afin de mutualiser la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. L'élaboration concertée d'outils géographiques a deux objectifs. Elle doit créer des bases de données spatialisées pour les décideurs institutionnels et offrir une représentation cartographique appropriée par les éleveurs de ce territoire.

Pour en savoir plus : Wane A., Ancy V., Grosdidier B., 2006. « Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux. Projet durable ou projet de développement durable ? », *Développement durable et territoires*, <http://developpementdurable.revues.org/index3292.html>

CHAPITRE DEUX : LE COMMERCE DU BÉTAIL SUR PIED



DÉPART DU CONVOYAGE DE NIASSANTÉ VERS DAHRA © J.D CESARO, 2009

UN CAPITAL EN MOUVEMENT

Loin de l'image d'un élevage contemplatif, l'élevage pastoral sénégalais est aussi une activité marchande, orientée vers la production de viande pour le marché national. La consommation totale de viande au Sénégal s'élève à environ 100.000 tonnes par an, soit moins de 12 kg par an et par habitant pour l'ensemble du pays, dont 37% de bœuf et 27% de petits ruminants. Au cours des dernières années, la part relative des viandes rouges tendrait à diminuer au profit des volailles. Par ailleurs, la consommation se caractérise par de fortes variations en cours d'année avec des pics liés aux fêtes, la *Tabaski* (*Aïd el-Kabir*) pour le mouton et le *Maouloud* (célébration de la naissance du Prophète) pour le boeuf.

La contribution des importations au marché de consommation de la viande s'élèverait à moins de 10%, mais elle peut être ponctuellement plus forte comme lors de la *Tabaski* (environ un tiers des animaux vendus à Dakar proviendrait du Mali ou de Mauritanie). Les importations de bétail sur pied depuis les pays voisins font figure de variable d'ajustement à d'éventuels problèmes d'approvisionnement par la production locale, tout en apportant une diversité qualitative de plus en plus recherchée par les consommateurs urbains. L'évolution des modes de consommation est à mettre en rapport avec l'émergence d'une classe moyenne urbaine plus nombreuse et dont le mode de vie, après plusieurs générations, s'affirme en se distinguant.

La production locale comme les importations s'inscrivent dans une filière commerciale dominée par la vente de bétail sur pied plutôt que de la viande. Le faible nombre d'abattoirs de grande capacité et la quasi absence de maîtrise du froid (réservée à quelques filières de commercialisation urbaines) expliquent que la filière se caractérise par la proximité des abattoirs avec les lieux de consommation plutôt qu'avec les espaces de production. La filière commerciale de bétail sur pied s'appuie sur un réseau hiérarchisé de lieux marchands. Les marchés ruraux hebdomadaires sont les lieux de collecte primaire, au plus près des producteurs. D'autres marchés hebdomadaires ou permanents occupent des fonctions de regroupement et de redistribution des animaux vers les principaux centres urbains de consommation. Dahra et Tambacounda toute l'année, Birkelane pendant la *Tabaski*, sont les principaux relais au niveau national. Dans les grandes villes, les marchés terminaux sont les lieux d'approvisionnement des abattoirs, des bouchers, des dibiteries (restaurants populaires où l'on consomme de la viande grillée), et aussi des particuliers, surtout au moment des fêtes.

D'un bout à l'autre de la filière marchande interviennent une multitude d'acteurs, éleveurs eux-mêmes, commerçants (*dioulas*) mobiles ou attachés à un marché, intermédiaires (*téfankés*) assurant les prix et garantissant les transactions. Tous contribuent à reproduire un système où l'économie est plus qu'ailleurs enchâssée dans le social, voire dans l'Ethnie. Mais l'une des originalités du commerce de bétail tient à la présence d'une multitude d'opérateurs occasionnels, pour lesquels l'élevage n'est pas l'activité principale mais qui s'y projettent avec des fortunes diverses, le temps d'une *Tabaski* par exemple.

Olivier Ninot

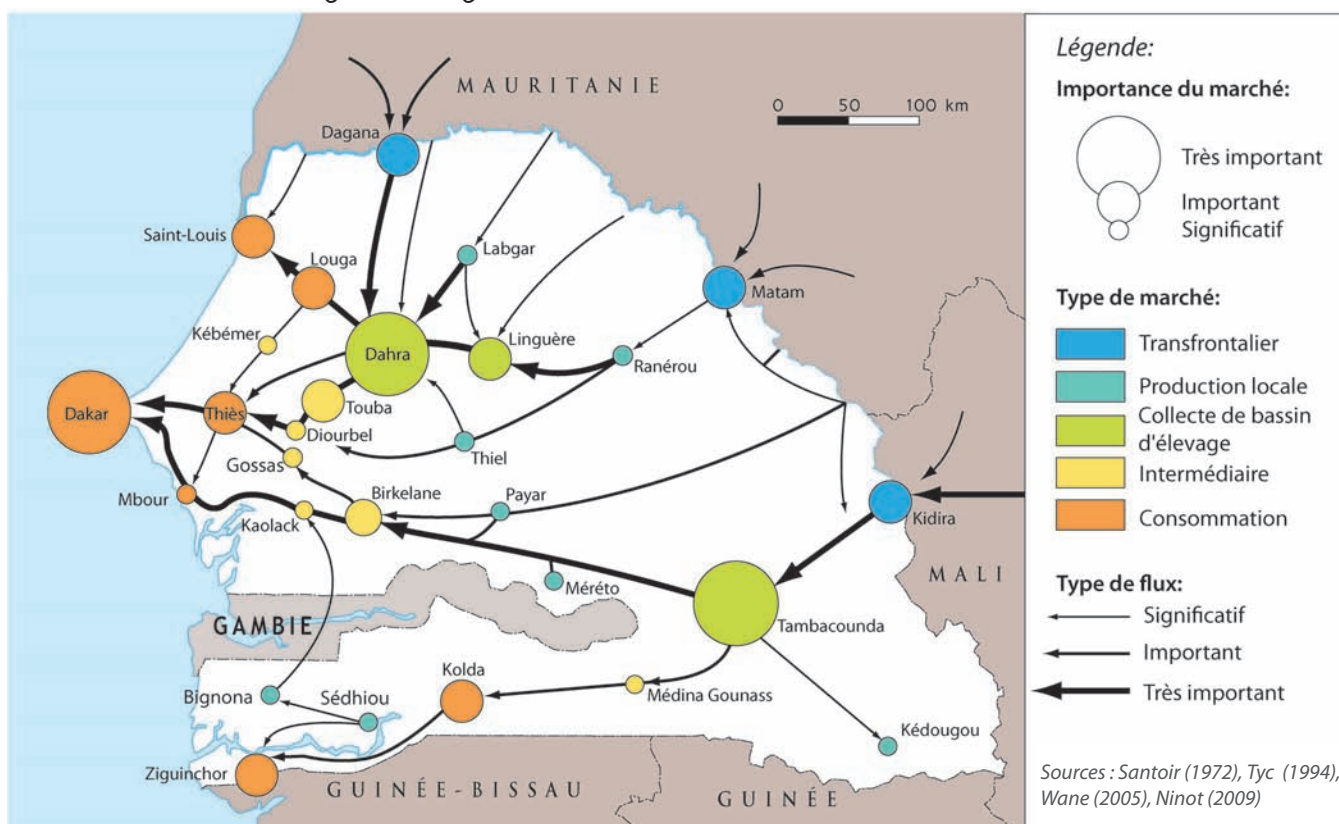
LES CIRCUITS NATIONAUX DE COMMERCIALISATION

A l'échelle du Sénégal, les circuits marchands convergent vers l'agglomération dakaroise (plus de 2 millions d'habitants), en s'arrêtant en chemin sur d'autres marchés de consommation importants que sont Saint-Louis, Touba, Kaolack ou Thiès. La petite ville de Dahra est le principal marché de collecte et de redistribution du Sénégal, drainant le vaste bassin de production du Nord. C'est par la route et le rail qui relie Dakar à la frontière malienne que sont acheminés les animaux du Sud, de l'Est, mais aussi du Mali et de Mauritanie, alors que la Casamance reste largement en dehors des circuits marchands d'échelle nationale. O.N.

Téfankés, dioulas et acheteurs au marché de Thillé Boubacar © G. MAGRIN (MARS 2004)



Flux et marchés de l'élevage au Sénégal: une structure en entonnoir



Embarquement en camion de bovins au foirail de Dahra pour Dakar © J.D. CESARO (FEV. 2009)



La seule carte de flux commerciaux de bétail fondée sur des statistiques est celle de Santoir (1972). La carte présentée ci-dessus est une actualisation. Un comptage est théoriquement effectué par les services vétérinaires dans tous les marchés, mais les données ne sont malheureusement pas centralisées et doivent être prises avec de la distance. Les spécialistes s'accordent néanmoins sur la pérennité de la structure globale des circuits présentés par Santoir. Les circuits convergent vers Dakar. Le circuit nord autour de Dahra connaît les flux les plus importants. Le circuit sud a sensiblement augmenté grâce à l'accroissement du flux en provenance du Mali et au transfert de l'apport mauritanien, *via* le Mali.

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS HEBDOMADAIRES

Le commerce de bétail fut à l'origine de nombreux marchés ruraux hebdomadaires dans les années 1950-60. Il a ensuite bénéficié de leur multiplication, en lien avec le développement du petit commerce de biens de consommation et avec la privatisation de la commercialisation des produits agricoles, au cours des années 1980 et 1990. Aujourd'hui hiérarchisés, connectés les uns aux autres par les marchands et les transporteurs, organisés en circuits, les marchés ruraux hebdomadaires sont les principaux et les premiers lieux de mise en vente du bétail. O. N.

Le *loumo*, c'est, une fois par semaine, la ville à la campagne. Le marché polarise un groupe de villages, où il assure la distribution finale des biens de consommation et la collecte primaire des productions agricoles.

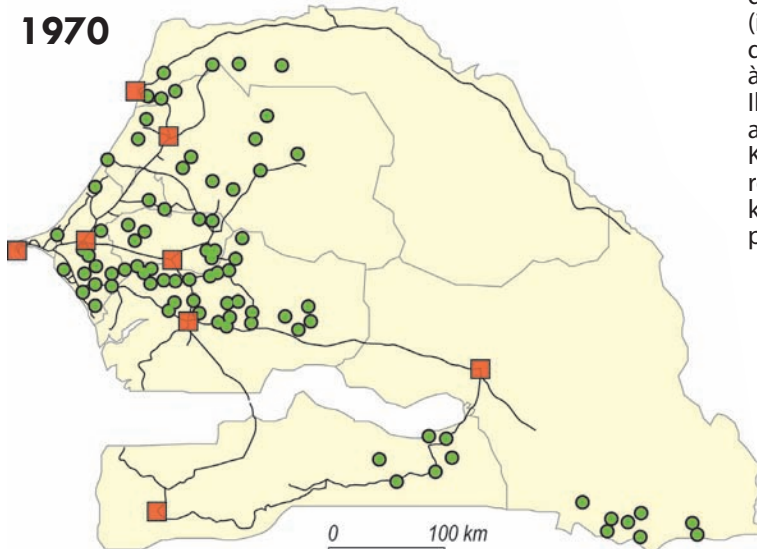
Une rue de Niassanté le jour du marché et la même rue le lendemain

© J.D. CESARO (MARS 2009)



Les *loumos* entre 1970 et 2000

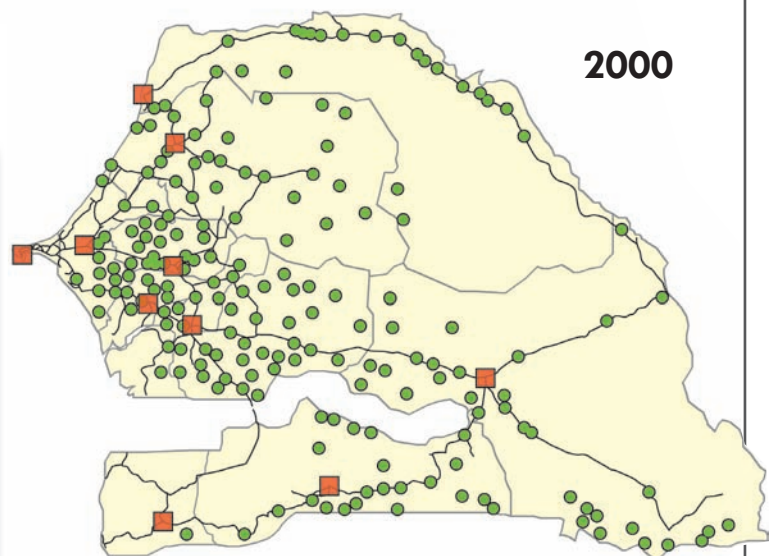
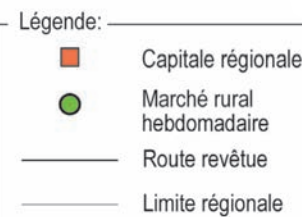
D'APRÈS O. NINOT ET AL. (2002)



D'après : R. N. Van Chi Bonnardel (1978).

L'accès aux marchés reste encore très inégal. Les faibles densités humaines du Ferlo et de la Haute Casamance (inférieures à 30 hab. au km²) se reflètent dans celles des marchés. L'offre commerciale se limite très souvent à un marché tous les vingt kilomètres.

Il existe une « diagonale du vide » sénégalaise, allant plus ou moins du delta du Sénégal jusqu'à Kédougou. Les réserves naturelles du Sud et Nord Ferlo représentent un vide infrastructurel de plus de 11.000 km², et donnent un avantage au marché de Dahra, qui polarise un gigantesque espace pastoral.



D'après : Ministère des PME et du Commerce / Direction du commerce intérieur.

Où va un éleveur pour vendre?

Un éleveur peut envisager plusieurs lieux de vente. Le facteur distance est décisif. Plus il va loin, plus le gain espéré de sa transaction doit être important et plus le risque de ne pas rentrer dans ses frais augmente. Son espace de vente s'organise entre :

- (1) le campement ou le forage
- (2) le *loumo*
- (3) les marchés urbains périphériques et les grands marchés de regroupement comme Dahra
- (4) les grands marchés de consommation (Dakar, Thiès, Touba). Il ne s'y rendra en pratique qu'en de rares occasions comme la *Tabaski*.

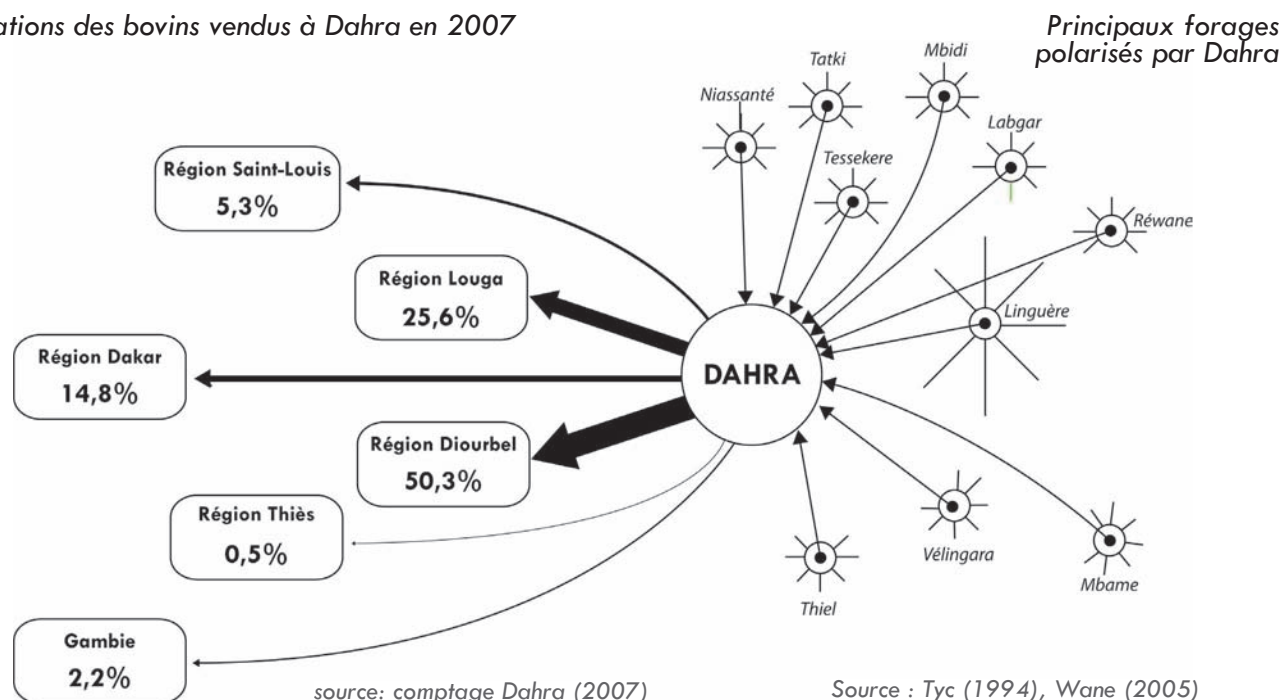
Pour en savoir plus : Ninot O., Lesourd M., Lombard J., 2002. « Nouveaux espaces, nouvelles centralités : échanges et réseaux en milieu rural sénégalais », *Historiens et Géographes*, (379), pp. 141-152.

DAHRA, CAPITALE DE L'ÉLEVAGE ?

«Dahra, capitale de l'élevage», l'expression est fréquente parmi les acteurs de la filière de l'élevage. Il est vrai qu'elle polarise plus que tout autre marché des flux importants d'animaux du nord du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali. Mais la ville fonctionne surtout comme un lieu de rupture de charge et de regroupement dans l'acheminement des animaux vers Dakar. Ses fonctions de commandement sur le secteur de l'élevage (marché, Centre de recherches zootechniques, mini-laiterie) sont limitées et n'ont qu'un rayonnement régional. Faute de développer des fonctions aval structurantes (abattage, transformation de la viande et du lait), elle restera une capitale de l'élevage incomplète et fragile, vulnérable à un changement des facteurs de la géographie commerciale. G. M.

D'un marché à l'autre, les bovins sont acheminés à pied par des convoyeurs (de 3 à 8, selon la taille du troupeau). Les déplacements se font surtout la nuit. Diourbel est la première destination des bovins vendus à Dahra, car ce marché se tient le mercredi, soit trois jours après celui de Dahra. Les bovins y sont revendus à d'autres intermédiaires, qui les achemineront à Thiès puis à Dakar. Ces marchés servent ainsi à transférer d'un vendeur à un autre le risque financier que représente un cheptel jusqu'à la finalisation de la vente.

Destinations des bovins vendus à Dahra en 2007

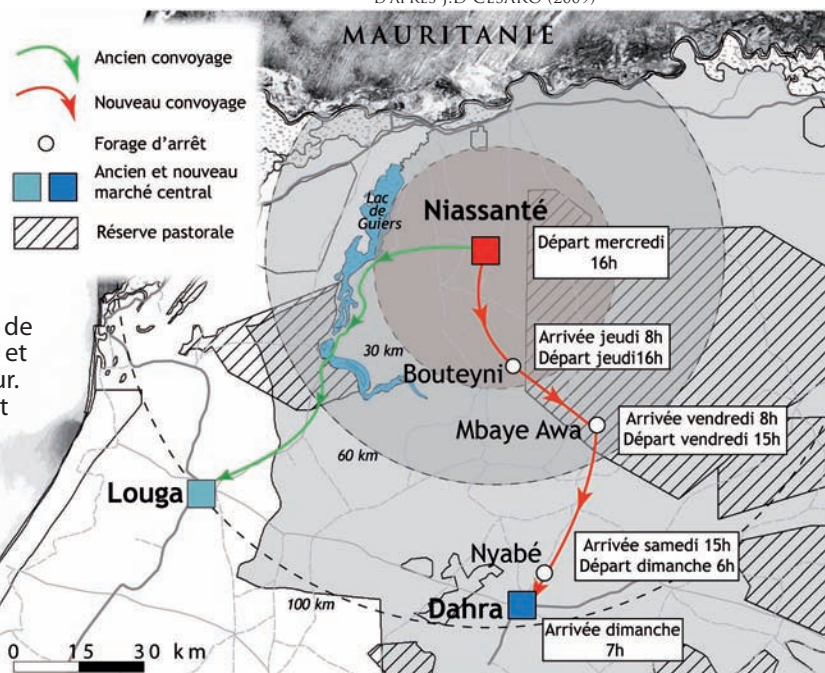


Ancien et nouveau convoyage à partir de Niassanté

D'APRÈS J.D CESARO (2009)

Jusqu'à la fin des années 1960, Louga abritait le plus grand marché de bétail du Sénégal. À cette époque, les convoys longeaient le lac de Guiers pour y faire abreuver le bétail. Certains acheminaient même les bovins jusqu'à Dakar et longeant la canalisation reliant le lac de Guiers à la capitale. L'ouverture des forages explique en partie le déplacement vers l'est du principal lieu de regroupement.

Cette réorientation tient aussi à l'essor de l'agglomération de Touba dans les années 1970 et à la densification du triangle Dakar-Thiès-Mbour. La ville de Dahra se situe à l'embranchement de deux routes : l'une menant à Louga et à Saint-Louis, l'autre passant par de multiples grands marchés comme Touba-Mbacké, Diourbel, Thiès, Dakar et d'autres plus petits. Par conséquent, la position de Dahra offre plus de possibilités pour les intermédiaires de la filière.



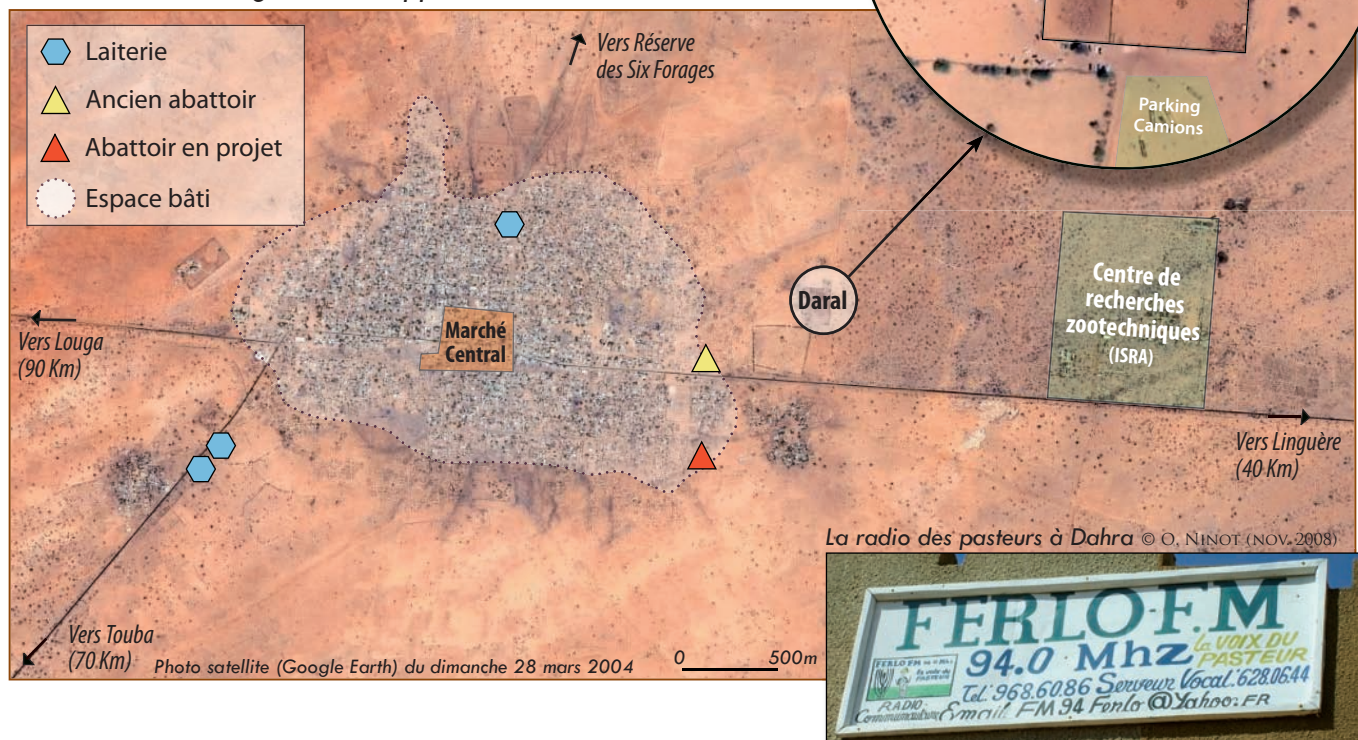
Pour en savoir plus : Wane A., 2005. « Marchés de bétail du Ferlo (Sahel sénégalais) et comportements des ménages pastoraux », colloque *Les institutions du développement durable des agricultures du Sud*, 21 p., http://www.eco-consult.com/ferlo/IMG/pdf/WANE_2005.pdf

Le daral bovin de Dahra © J.D. CESARO (MARS 2009)



Le marché de Dahra, coeur économique de la ville, se tient le dimanche. Il devient, le temps d'une journée, un carrefour international de l'élevage. Mais le lundi, Dahra redevient un gros bourg au centre de la zone-sylvo-pastorale. Le marché des ovins/caprins est ouvert tous les jours de la semaine mais il est peu actif. La ville et les pouvoirs publics cherchent à développer l'économie de l'élevage hors du marché. Le nouvel abattoir de Dahra illustre ces velléités. Il existe en outre plusieurs laiteries qui collectent auprès des éleveurs aux abords de la ville. Le Centre de recherches zootechniques (Isra-CRZ), créé dans les années 1960 à l'est de la ville, y remplit une fonction scientifique et économique importante. De même, la radio *Ferlo FM* sert à informer les éleveurs de la région. Ces exemples montrent un certain dynamisme urbain lié à l'activité pastorale de la région.

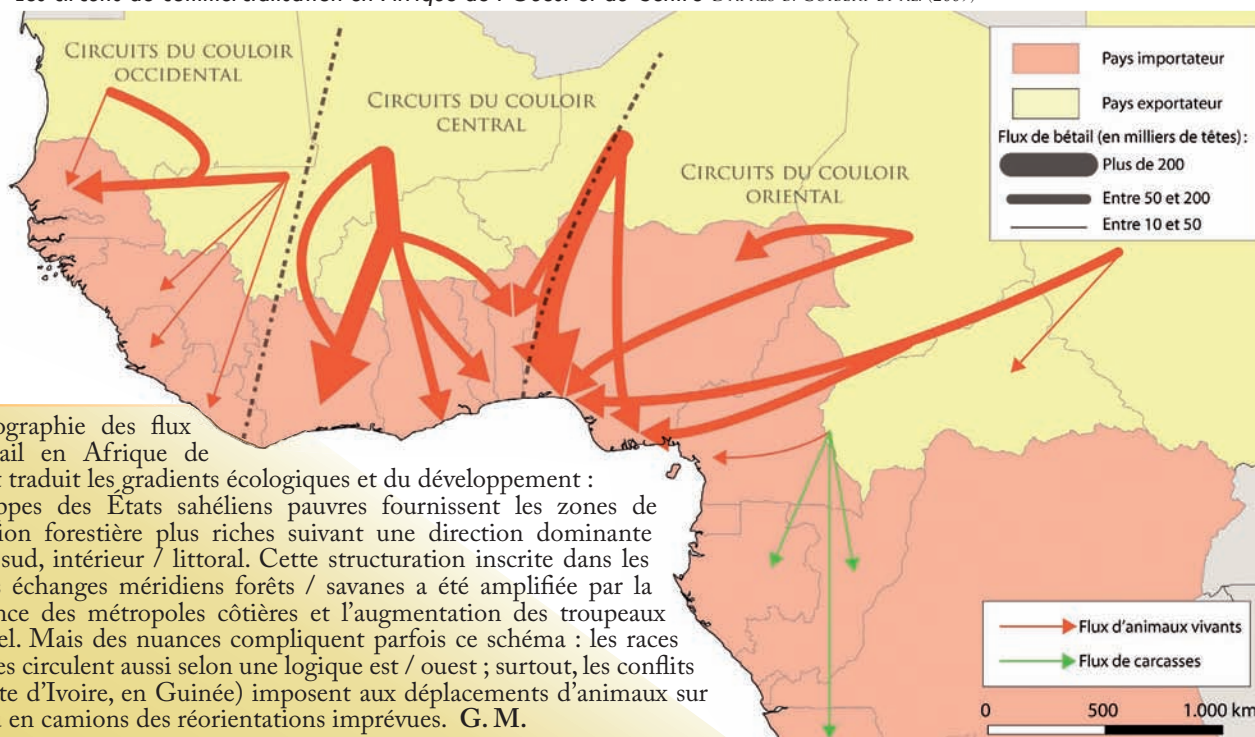
Économie de l'élevage et développement urbain



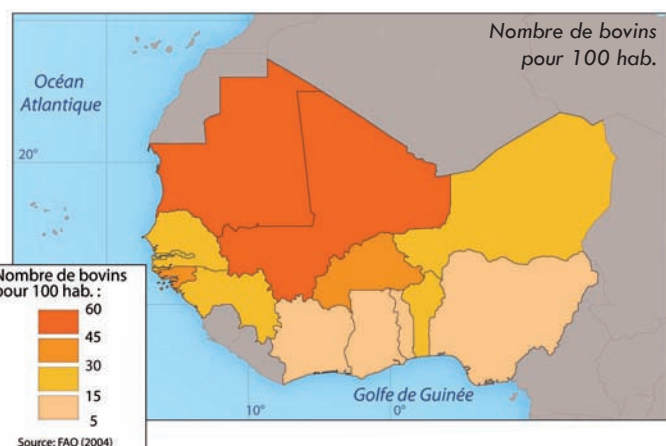
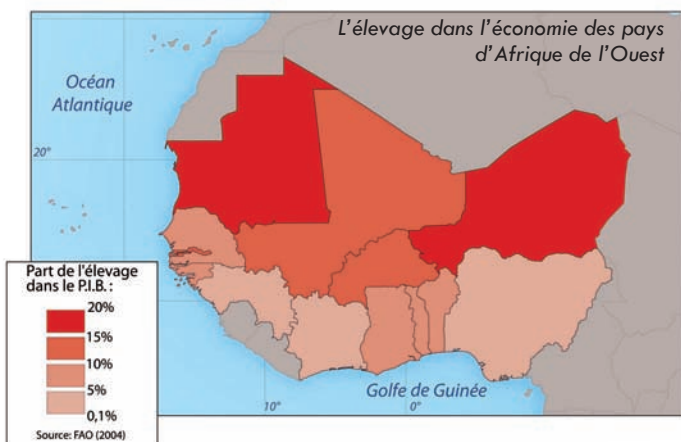
Pour en savoir plus : Vatin F., 2008. « Retour à Dahra : quelques notes sur le voyage et le développement », *Revue du Mauss*, n° 32, pp. 441-460.

LES CIRCUITS RÉGIONAUX DE COMMERCIALISATION

Les circuits de commercialisation en Afrique de l'Ouest et du Centre D'APRÈS B. GUIBERT ET AL. (2009)



La géographie des flux de bétail en Afrique de l'Ouest traduit les gradients écologiques et du développement : les steppes des États sahéliens pauvres fournissent les zones de plantation forestière plus riches suivant une direction dominante nord / sud, intérieur / littoral. Cette structuration inscrite dans les anciens échanges méridiens forêts / savanes a été amplifiée par la croissance des métropoles côtières et l'augmentation des troupeaux au Sahel. Mais des nuances compliquent parfois ce schéma : les races animales circulent aussi selon une logique est / ouest ; surtout, les conflits (en Côte d'Ivoire, en Guinée) imposent aux déplacements d'animaux sur pied ou en camions des réorientations imprévues. G. M.



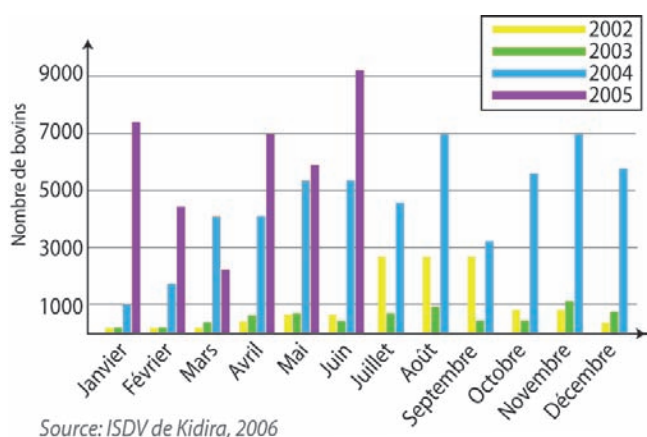
Autour du Sénégal, le Mali et la Mauritanie sont de grands producteurs d'animaux. Si un marché intérieur existe dans ces deux pays, une grande partie des bêtes est acheminée vers le Sénégal et plus particulièrement vers Dakar.

D'une année sur l'autre comme au cours de l'année, les flux transfrontaliers de bovins connaissent de fortes fluctuations.

Le difficile passage Kayes-Kidira

Kayes est le dernier marché malien et Kidira est la première ville sénégalaise sur l'axe Dakar-Bamako. Ce tronçon Kayes-Kidira est considéré comme l'étape la plus redoutable pour les transporteurs de bestiaux. Il y a environ 9 points de contrôle où il faut payer au total entre 27.000 et 40.000 Fcfa. Une fois à Kidira, il faut s'acquitter de la TVA de 5.500 Fcfa par tête. Cette taxe est critiquée par les commerçants, qui y voient un obstacle aux échanges entre les deux pays. Les autorités sénégalaises la justifient car le Mali reçoit sur son territoire du bétail mauritanien (hors Uemoua), vendu par la suite au Sénégal. À ces frais s'ajoutent encore divers prélèvements sur le reste du parcours de Kidira à Dakar.

Variation du nombre de bovins venus du Mali au poste frontière de Kidira



TAMBACOUNDA, L'ESSOR D'UN CARREFOUR DE BÉTAIL

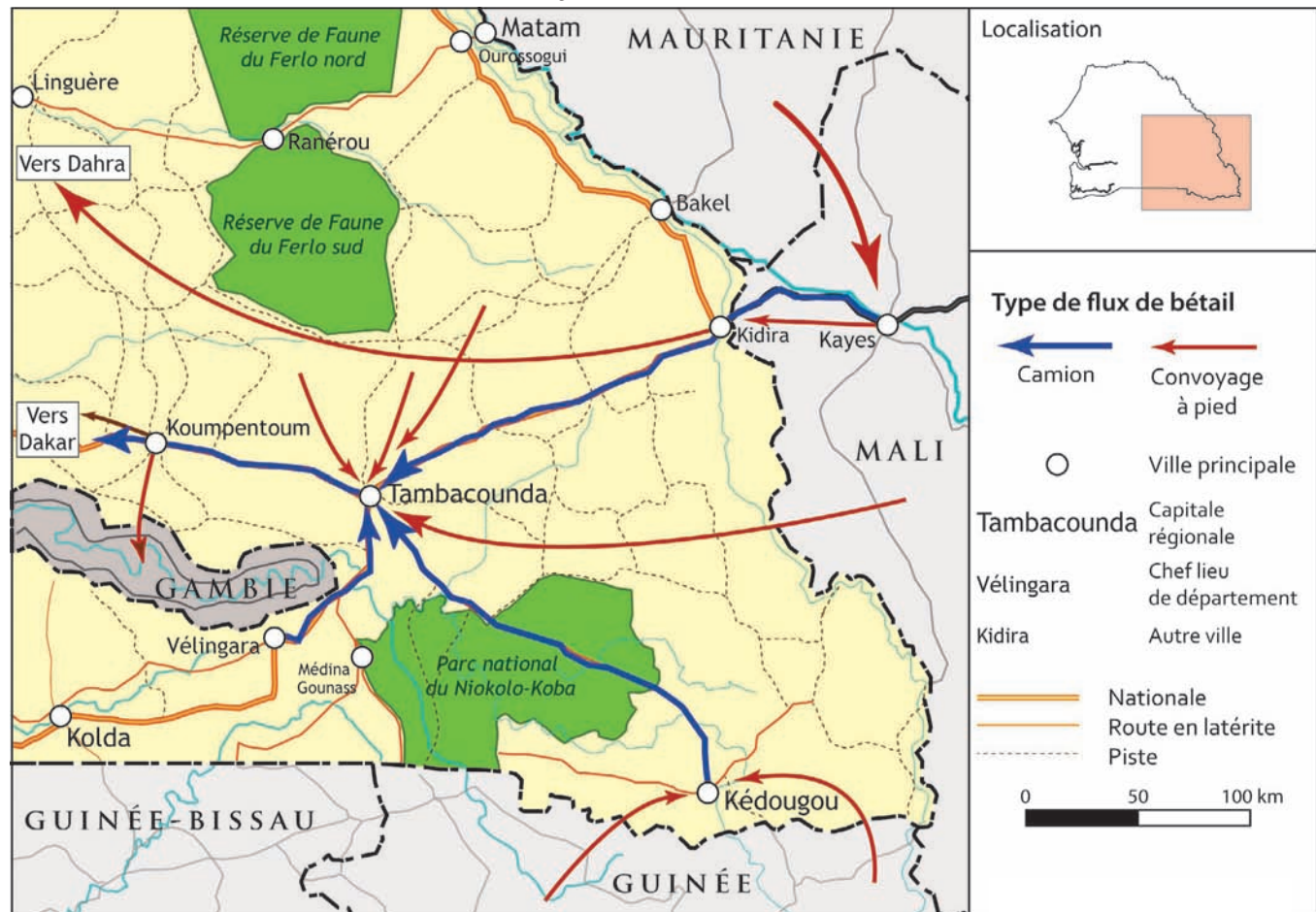
Principale ville du Sud-Est sénégalais (80.000 habitants environ), située au cœur d'une vaste région d'élevage et sur l'axe routier et ferroviaire qui relie Dakar à Bamako, Tambacounda abrite le deuxième plus important marché à bétail du pays. Il reçoit les bovins, caprins et ovins de tout l'Est sénégalais, depuis les bords méridionaux du Ferlo au nord jusqu'aux zones infectées par la trypanosomiose au sud. Mais il est aussi le point d'entrée privilégié du marché de consommation nationale pour des éleveurs maliens et mauritaniens transitant par la région de Kayes. O. N.



Vente de bétail dans le daral bovin de Tambacounda

© A. DUVERGÉ (AVR. 2006)

Tambacounda, à l'articulation de flux locaux et régionaux D'APRÈS A. DUVERGÉ (2006)



Vaches ndama au sud de Vélingara © G. MAGRIN (JUIL. 2007)

Tambacounda polarise une zone d'élevage bien différente du reste du Sénégal du fait de la trypanosomiose. Le cheptel, résistant à la maladie du sommeil, est composé exclusivement en Casamance de bovins ndama et dans le Sénégal Oriental de ndamas, de djakorés et de quelques zébus. Les ovins/caprins sont plus petits que dans le Nord.

Cette spécificité animale se répercute sur la structure du marché, qui fonctionne de manière endogène. Tambacounda est le débouché principal de la région et le point de rencontre des flux provenant de la Casamance et de marchés spécifiques comme Kafori, Diaobé, Médina Gounass. Cette ville profite du commerce transfrontalier du bétail, notamment lors de la *Tabaski*. En novembre 2008, Tambacounda a reçu 59.000 moutons du Mali, ce qui constitue un record. L'année précédente, elle en avait reçu 41.000.



LA TABASKI, GÉOGRAPHIE DE LA FÊTE DU MOUTON

Éleveurs mauritaniens vers Tambacounda
venus pour la Tabaski © T. DUFOUR (NOV. 2008)



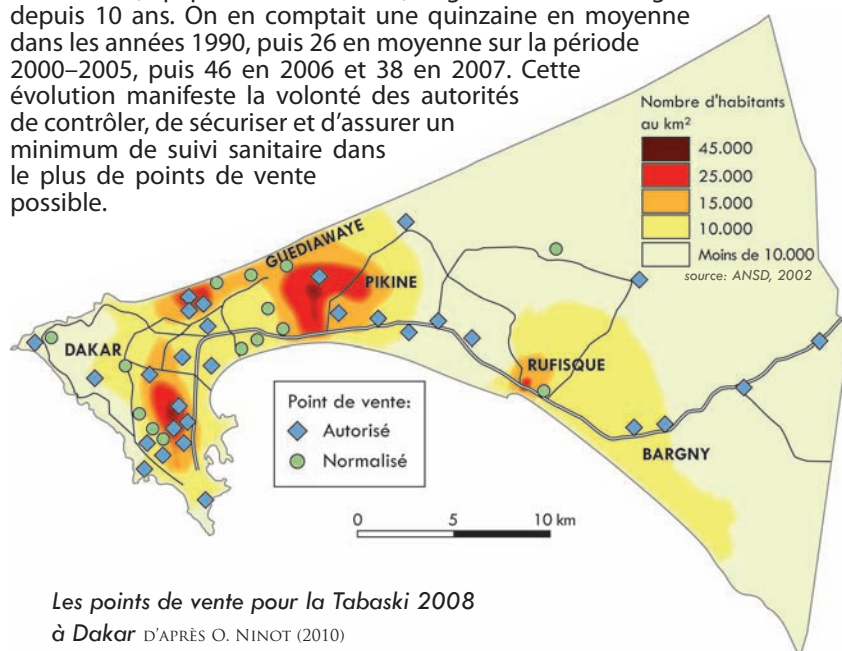
L'Aïd el-Kabir, ou Tabaski, est une fête religieuse centrée sur le sacrifice d'un bélier. En 2008 et en 2009, environ 670.000 moutons furent sacrifiés chaque année, dont 230.000 dans la seule région de Dakar, soit un tiers des sacrifices, alors que l'agglomération ne regroupe qu'un quart de la population totale du pays. L'approvisionnement de la capitale met à l'épreuve les systèmes de production nationaux et internationaux (environ 1/3 des moutons sont importés du Mali et de Mauritanie) ainsi qu'un élevage urbain spécifique embryonnaire. O. N.

La zone sylvo-pastorale fournit près de 50% des moutons de Tabaski. Ces dernières années, le gouvernement sénégalais a favorisé l'importation d'animaux en provenance du Mali, qui fournit un tiers des moutons consommés au Sénégal pour la fête. Enfin, la contribution de la Mauritanie à l'approvisionnement du pays (moins de 7% des moutons de Tabaski) est probablement sous-estimée. En effet, les éleveurs mauritaniens conduisent leurs troupeaux au Mali pour les acheminer par la suite au Sénégal.

Le transport des animaux est, à cette période, un élément crucial. Les prix de transport passent du simple au double. Camions, voitures et voie ferrée sont utilisés pour rejoindre la capitale du Sénégal. Certains marchés grossissent en période de Tabaski, comme Birkelane, au carrefour des routes allant à Thiès, à Mbour et en Gambie.

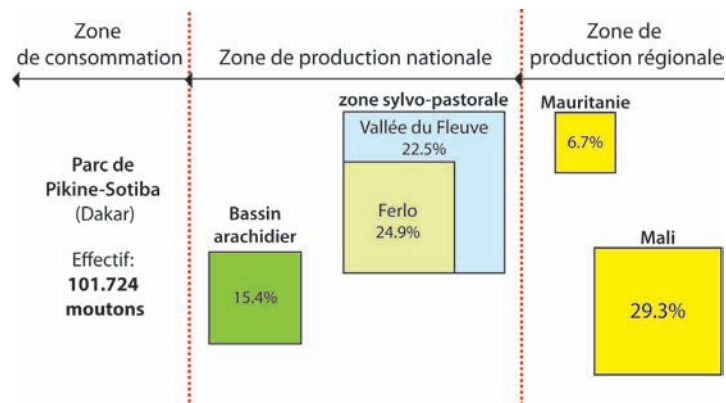
La Tabaski est un moment particulier pendant lequel les animaux entrent massivement en ville. Les éleveurs viennent eux-mêmes à Dakar vendre leurs moutons. Toute une organisation se met en place à ce moment là pour transformer la ville en une vaste bergerie.

Le nombre de points de vente autorisés (simplement contrôlés) ou normalisés (équipés de commodités) a significativement augmenté depuis 10 ans. On en comptait une quinzaine en moyenne dans les années 1990, puis 26 en moyenne sur la période 2000–2005, puis 46 en 2006 et 38 en 2007. Cette évolution manifeste la volonté des autorités de contrôler, de sécuriser et d'assurer un minimum de suivi sanitaire dans le plus de points de vente possible.



Les points de vente pour la Tabaski 2008
à Dakar D'APRÈS O. NINOT (2010)

Origine des moutons au parc des petits ruminants
de Pikine-Sotiba en 2008 D'APRÈS O. NINOT (2010)



Marché de moutons de Tabaski à Khombole,
région de Thiès © O. NINOT (NOV. 2008)



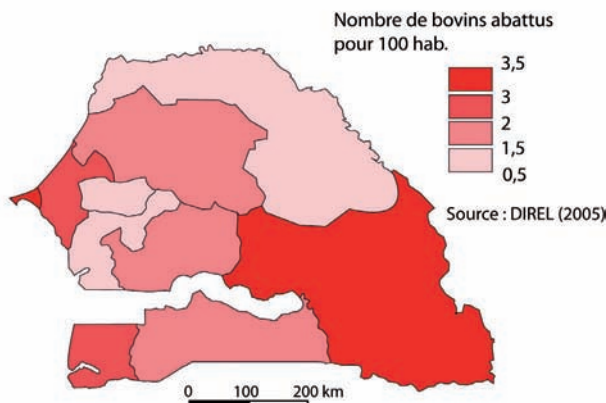
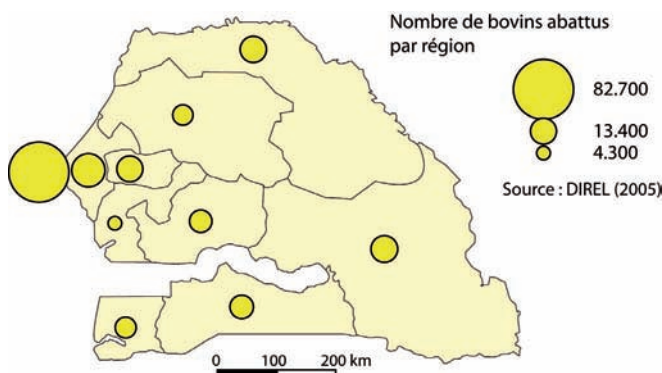
Un point de vente normalisé à Dakar
© O. NINOT (DEC. 2008)



DAKAR, FOYER DE CONSOMMATION DU SÉNÉGAL

L'agglomération de Dakar concentre près de la moitié de la consommation de viande du Sénégal, soit beaucoup plus que son poids démographique (25%). Cela reflète le niveau de vie de ses habitants, nettement supérieur à la moyenne nationale. La consommation présente aussi des formes originales – comme les réseaux de boucheries modernes (surtout pour les bovins) et l'importance de la restauration populaire (les *dibiteries*, surtout pour les ovins). Les trois quarts des bovins consommés à Dakar viennent du Sénégal (dont plus de la moitié du Ferlo), les autres du Mali et de la Mauritanie. G. M.

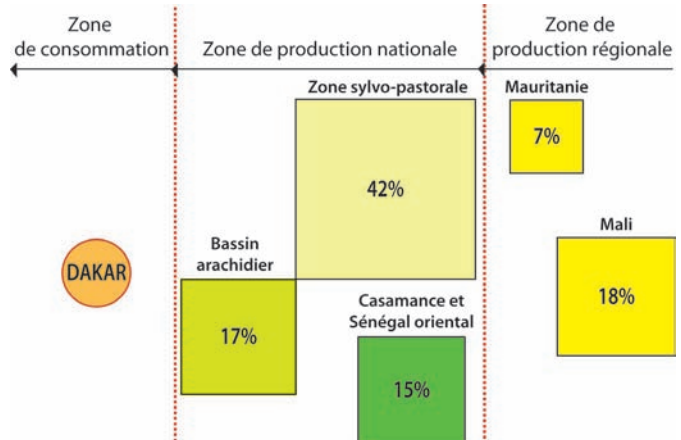
Les abattages contrôlés au Sénégal en 2005



Les abattoirs de Louga © O. NINOT (2007)



Origine des bovins abattus à Dakar D'APRÈS A. DUVERGÉ (2006)



En 2005, selon la Direl, la région de Dakar a absorbé 42% des bovins abattus au Sénégal. Viennent ensuite les régions de Thiès (12%), Tambacounda (8%), Saint-Louis (8%), Diourbel (7%), Kolda (6,5%), Kaolack (6%), Ziguinchor (5%), Louga (5%) et enfin Fatick (2%). Les activités de la filière bétail-viande au Sénégal sont principalement tournées vers l'approvisionnement de Dakar. L'offre de viande y est constituée aux deux tiers de viande de ruminants : 49% de bœuf, 27% d'ovins/caprins.

La distribution de la viande à Dakar se fait à travers plusieurs points de vente. Le principal pour la viande en gros est celui des abattoirs, où s'effectuent des transactions entre les chevillards et les détaillants.

Bien qu'une grande partie des abattages au Sénégal ne soit pas contrôlée, chaque région a ses propres installations. En raison de la croissance urbaine, de nouveaux abattoirs vont être créés pour répondre à la demande, comme à Mbour. La distribution de viande passe par les nombreuses *dibiteries* et par quelques boucheries ayant des installations frigorifiques, principalement localisées à Dakar.

Dibiterie traditionnelle à Koungheul © G. MAGRIN



Pour en savoir plus : Mankor A., Duteurtre G., D'Hauteville F., 2005. « Le marché de la viande à Dakar : La satisfaction des consommateurs en question », Blogowski A., Lagrange L., Valceschini E. (dir.), *Au nom de la qualité : quelle(s) qualité(s) demain pour quelle(s) demande(s) ?*, pp. 119-132.

CHAPITRE TROIS : LA FILIÈRE LAIT, DU GLOBAL AU LOCAL



DES FEMMES APPORTANT DU LAIT À UN POINT DE COLLECTE VERS DIAGLÉ © CESARO J.D., 2009

LAIT EN POUDRE, LAIT DE COLLECTE

CONCURRENCE ET COMPLÉMENTARITÉS

Le lait a ceci de spécifique qu'il est un produit fragile et périssable. Sa collecte, son traitement, son conditionnement, sa distribution et sa commercialisation finale exigent rapidité, hygiène et maîtrise du froid. La production locale sénégalaise ne peut que rarement répondre à ces exigences. Elle est par ailleurs caractérisée par une forte saisonnalité : relativement régulière en saison des pluies, la production ralentit voire s'arrête pour la plupart des unités laitières en saison sèche. Les quantités de lait frais produites localement sont donc faibles (de l'ordre de 100 à 150 millions de litres selon les années) et ne couvrent qu'une partie (entre un tiers et la moitié) des besoins, principalement sur le mode de l'autoconsommation. Estimées entre 200 et 250 millions de litres équivalent-lait, dont près de 80% de lait en poudre, les importations subviennent à la majeure partie de la consommation urbaine.

Sous le terme de poudre de lait sont rassemblés des produits de qualité et d'origine diverses, dont les importations soulèvent des problèmes à la fois d'ordre politique, économique et social. D'un côté, les importations de poudre garantissent l'accès pour toute la population à des produits laitiers à très bas prix; d'un autre côté, les importations pénaliseraient les filières locales qui peinent à se développer. Enfin, en dépit d'un régime douanier spécifique adapté à ce produit sensible, les recettes fiscales associées aux importations de poudre restent particulièrement élevées (supérieures à 11 milliards de Fcfa au cours des années 2000, avant la hausse des cours mondiaux de 2007) et pèsent dans l'équilibre budgétaire de l'État.

La politique douanière est souvent invoquée par les producteurs locaux comme le principal obstacle au développement des filières nationales, qui concernent de petites unités laitières comme des unités de taille et de capacité industrielle. Mais les filières productives locales se heurtent à d'autres obstacles, comme la régularité des approvisionnements. La vente du lait reste une activité accessoire, souvent réservée aux femmes ; elle n'est jamais la principale justification d'un élevage bovin. La mobilité saisonnière des troupeaux interrompt les approvisionnements des petites unités laitières du nord du pays. L'alimentation du bétail en saison sèche est en effet l'un des principaux goulets d'étranglement à l'intensification de l'élevage, qu'il ait une vocation bouchère ou laitière. Les compléments alimentaires sont coûteux et ne peuvent, au moins dans le Ferlo, être fournis par une agriculture locale qui ne produit que peu de résidus valorisables par les éleveurs.

L'avenir des filières locales passe certainement par une régularisation de la collecte et par des améliorations techniques (dont la maîtrise du froid) garantes d'une meilleure intégration marchande. Le lait frais et les produits qui en sont tirés (yaourt, crème, etc.) sont bien identifiés mais correspondent à un marché « haut de gamme » dont les capacités de développement semblent limitées. L'apport de lait local dans des produits à base de lait en poudre importés, compromis entre qualité et prix, est sans doute une autre voie, moins exclusive et plus porteuse, pour le développement des filières locales.

Olivier Ninot

LES IMPORTATIONS LAITIÈRES AU SÉNÉGAL

Autant que le riz, le lait reflète le modèle importateur adopté par le Sénégal. Les importations couvrent les deux tiers de la consommation nationale. La production rurale étant largement autoconsommée, les importations fournissent l'essentiel de la demande urbaine. Celle-ci a connu une augmentation rapide, ces dernières années, du fait de la croissance des villes et de l'émergence de nouvelles formes de consommation. La dépendance a ses revers, soulignés par la dévaluation du Fcfa ou la hausse des prix de 2008, mais l'importation et le conditionnement du lait en poudre animent une filière dynamique de transformateurs et de commerçants. G. M.

Les importateurs sont parmi les acteurs les plus puissants (du point de vue organisationnel et financier) de la filière laitière au Sénégal. Ces entreprises fournissent des centaines d'emplois et offrent d'importantes recettes fiscales pour l'État. Le rôle des PME laitières est d'importer la poudre de lait en vrac, de la re-conditionner dans des sachets en y ajoutant de la matière grasse animale ou végétale, ce qui imprime une marque locale.

Sachet et boîte de lait en poudre importé et conditionné au Sénégal © S. PINAUD

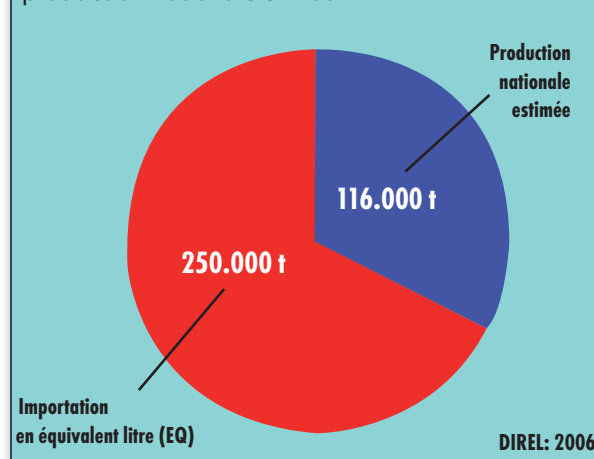


Publicité pour Bridel à Ngor (Dakar) © G. MAGRIN (JAN. 2004)



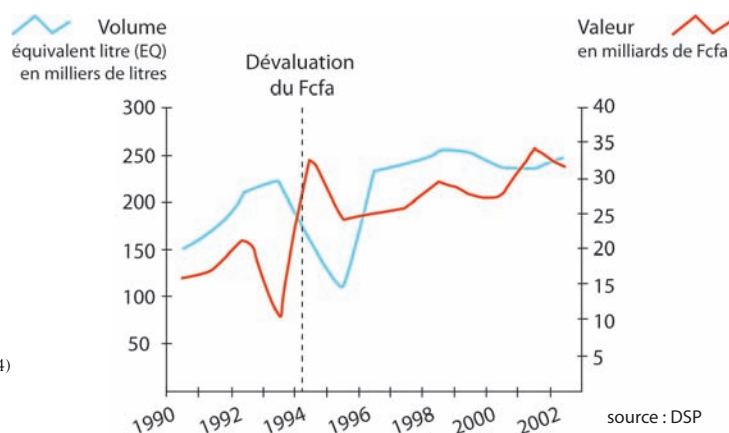
Mais les importations de produits laitiers contribuent à 15% du déficit commercial du Sénégal. Ce n'est qu'avec les quotas laitiers européens et la dévaluation du Fcfa (en 1994) que le Sénégal s'est intéressé au développement d'une filière de lait local. Celle-ci se développe petit à petit mais pâtit du bas niveau des prix lié aux importations.

Les importations par rapport à la production nationale en 2004



Certaines entreprises reconstituent le lait en poudre en lait concentré, en lait caillé ou en yaourt avant de procéder à la distribution. Le lait en poudre importé représente 88% des importations laitières en 2004. Beurre, yaourt, lait concentré et stérilisé forment le reste.

Importations de produits laitiers entre 1990 et 2002



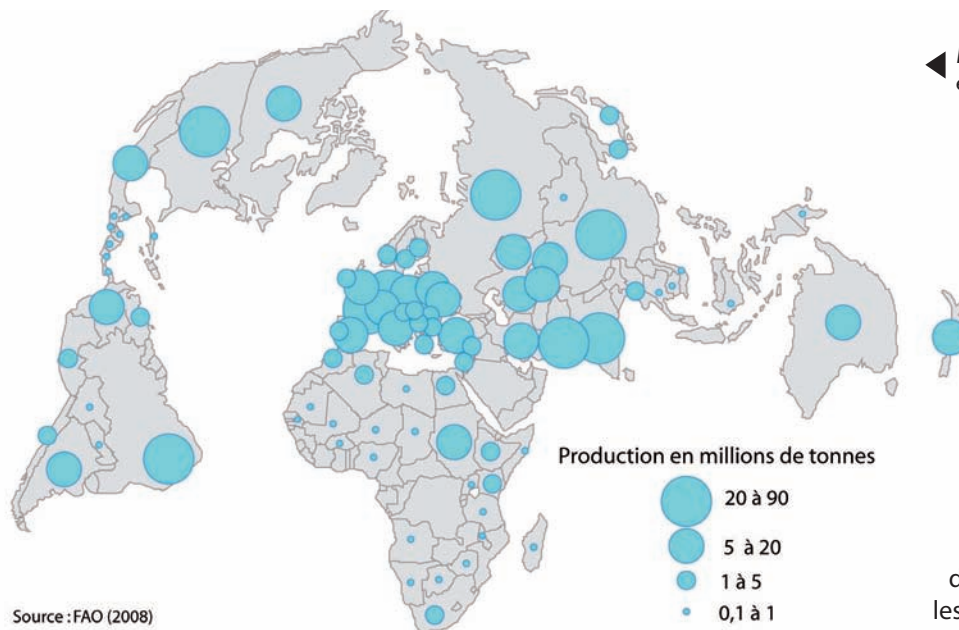
Le piège de la hausse des prix de 2007

La hausse des prix mondiaux du lait en 2007 aurait pu être une opportunité pour la filière locale au Sénégal. Cependant, afin de limiter la hausse du prix sur le marché intérieur, le gouvernement a mis en place des mesures d'exonération fiscale du lait en poudre importé. L'État s'est ainsi privé de recettes publiques afin de conserver une fragile paix sociale. Dans le même temps, la baisse de la TVA a nui à la compétitivité de la filière laitière locale face aux importations. Pour atténuer ces effets négatifs, le ministre de l'élevage a élaboré un programme national de relance de la filière laitière qui se concrétisa, fin 2008, par un « volet élevage » dans la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (Goana). Mais celle-ci a une portée encore limitée.



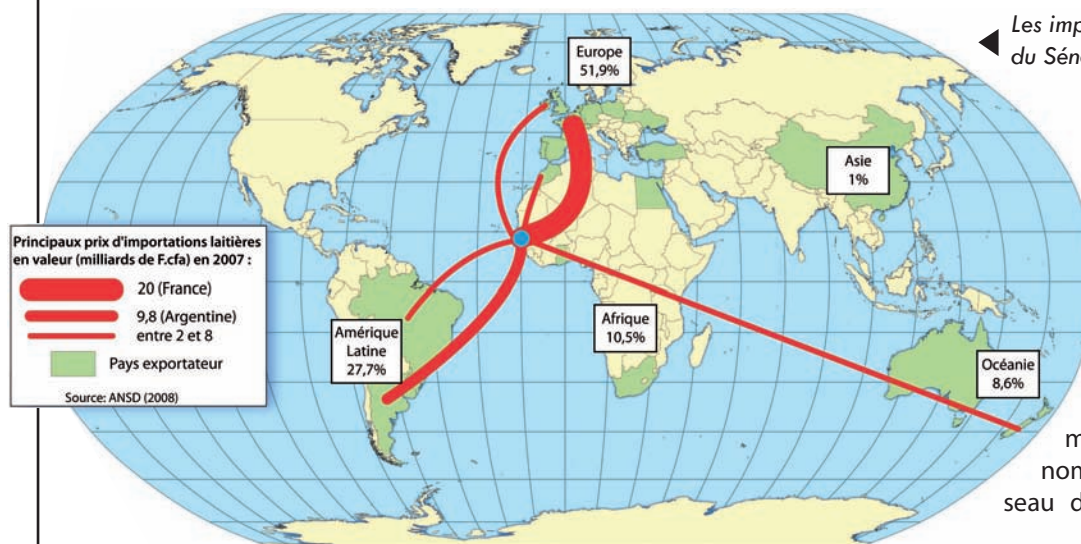
Les importations laitières du Sénégal en 1999

Le Sénégal est devenu un grand importateur de produits laitiers depuis la fin des années 1970. La France et l'Union européenne ont été jusque dans les années 2000 les principaux fournisseurs, avec 75 à 90% des importations.



Production laitière mondiale en 2007

La production mondiale de lait est estimée en 2007 à 650 millions de tonnes. Le premier bassin laitier dans le monde est l'Europe (Union européenne et Europe de l'Est) avec un peu moins de 210 millions de tonnes de lait, soit près d'un tiers de la production mondiale. Viennent ensuite l'Inde (15%), l'Amérique du Nord (15%), le reste de l'Asie et l'Amérique Latine. Selon les estimations, l'Afrique ne contribue qu'à 3% de la production mondiale.



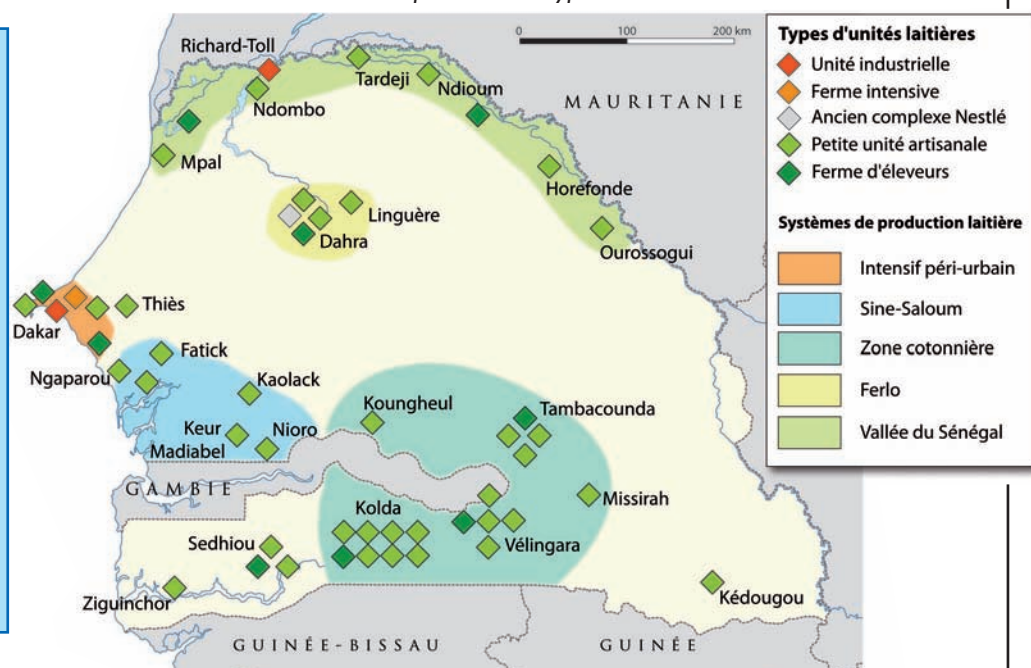
Les importations laitières du Sénégal en 2007

Le marché sénégalais a été très convoité ces dix dernières années. Les importations ont augmenté de 150% entre 1999 et 2007. L'offre de produits importés sur le marché est en augmentation, avec un plus grand nombre de marques car le réseau d'importateurs s'est diversifié.

PRODUCTION NATIONALE ET UNITÉS LAITIÈRES

Répartition des types d'unités laitières D'APRÈS D. DIA (2009)

Les ateliers artisanaux de transformation du lait local sont en plein essor. Leur nombre est passé de 5 en 1997 à plus de 50 en 2007. Des laiteries industrielles collectent aussi du lait local, soit pour une utilisation exclusive, soit en complément de la poudre. Dans les bassins de collecte, le lait fait l'objet de contrats tacites entre éleveurs et laiteries. Ces contrats incluent parfois la fourniture de compléments alimentaires pour le bétail, la formation à l'hygiène, ou l'avance de trésorerie aux familles d'éleveurs. L'installation des laiteries contribue à la professionnalisation de la production, à la structuration des filières et à l'émergence de nouvelles identités régionales. O. N.



Le lait local, un produit social... et géographique

Le lait s'inscrit dans les habitudes alimentaires des éleveurs et est nécessaire à la croissance pondérale des veaux. Il est aussi à la base d'un système de don et d'échange entre les éleveurs ainsi qu'entre éleveurs et agriculteurs. Des études ont montré que la géographie des marchés environnants influençait le rapport « social » et « marchand » au lait. Plus un éleveur est proche d'un marché, moins l'auto-consommation est forte. Ce ne sont pas seulement des raisons socio-économiques qui freinent la commercialisation du lait, mais aussi l'organisation spatiale de la collecte et l'accessibilité aux marchés de consommation.

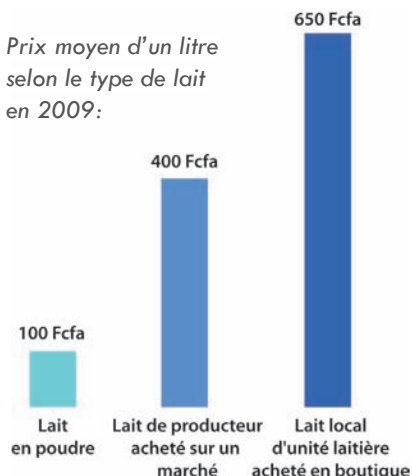
Du lait et du lait caillé © J.D. CESARO (2009)



Consommer du lait local, un luxe ?

Le lait local est plus onéreux que le lait importé. Un litre de lait non transformé acheté sur un marché rural vaut en moyenne 350 à 450 Fcfa en saison sèche. Inversement, lors de la saison humide, le lait local, en abondance relative, n'a plus de véritable valeur marchande. Le prix du lait transformé dans des unités laitières prend en compte l'achat du lait aux éleveurs (200 Fcfa), le coût de la collecte, celui de transformation et de la distribution. Un litre de lait frais vaut en moyenne 650 Fcfa, soit six fois plus que l'équivalent de lait en poudre. Les unités laitières visent donc un marché de niche, qui cible en priorité les classes moyennes et supérieures, les hôtels et les chaînes de restauration.

Prix moyen d'un litre selon le type de lait en 2009 :



◀ Vendeuse de lait à Dahra
© O. NINOT (2007)

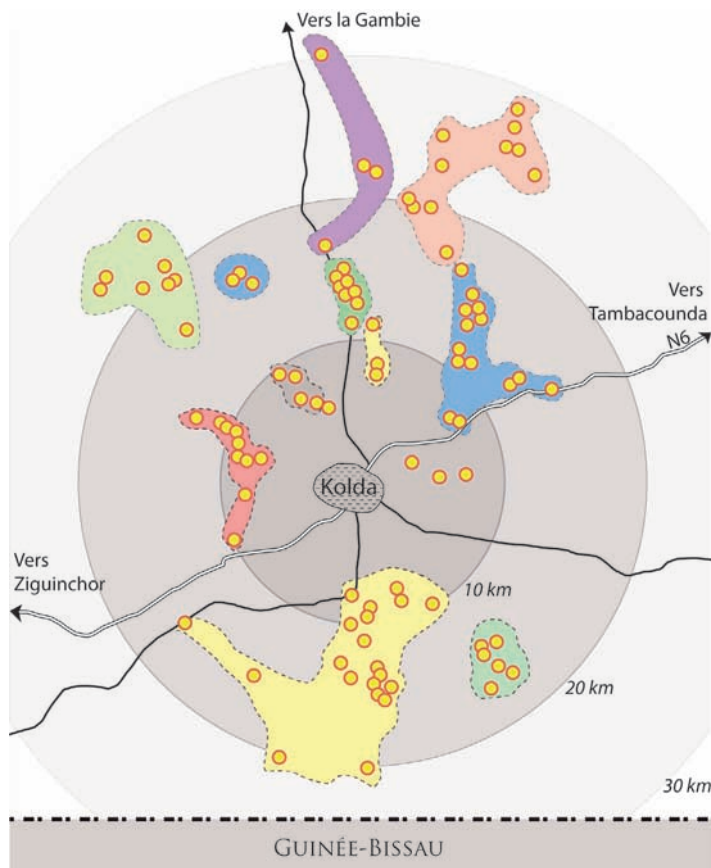
Pour en savoir plus : Dieye P.N., Broutin C., Duteurtre G., Dia D., 2009. « Produits laitiers : importations, industries urbaines et dynamiques artisanales locales », Duteurtre G., Faye M.D et Dieye P.N. (dir.) : *L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché*, Isra, Karthala, pp. 305-328.

LE BASSIN LAITIER AUTOUR DE KOLDA

La Haute Casamance apparaît comme une région pauvre, enclavée et peu urbanisée, connue surtout pour son rôle prépondérant dans la production cotonnière nationale. Depuis la fin des années 1990, elle a pourtant connu une dynamique originale, marquée par l'émergence de ceintures laitières périurbaines autour de Kolda et Vélingara, puis dans quelques gros bourgs. On y collecte et transforme du lait dans une dizaine de petites unités artisanales tournées vers le marché urbain régional ou les grands marchés hebdomadaires comme Diaobé. L'encadrement – société cotonnière, services de l'État, ONG – a joué un rôle important dans la structuration de la filière et les processus d'intensification nécessaires (complémentation de saison sèche, santé animale). G.M.

Les bassins de collecte dans l'arrondissement de Kolda

D'APRÈS D. DIA (2009)



Bassins laitiers et tanks dans la région de Kolda

D'APRÈS N. DIA (2009)



Collecteurs en bicyclette dans la région de Kolda © G. MAGRIN (JUIL. 2007)



Le développement de la ceinture laitière périurbaine de Kolda est ainsi lié à la présence d'instances de concertation regroupant les acteurs de la filière tels que les producteurs, les livreurs, les transformateurs, mais aussi les auxiliaires de santé animale, les instituts de recherche en agronomie comme l'Isra. Au fil des années, l'approvisionnement des unités de transformation laitière installées à Kolda, avec des capacités de 80 à 350 litres par jour, a été assuré par les villages localisés dans la périphérie de la ville. En milieu fouladou, cette nouvelle donne fut accueillie comme une révolution de l'élevage.



Tank de la Sodefitec © G. MAGRIN (JUIL. 2007)



En 2006, la Sodefitec a élargi le bassin laitier de Haute Casamance au-delà des ceintures périurbaines, grâce à la mise en place en milieu rural de 7 centres de refroidissement (appelés *tanks*). Le lait enlevé par camion était vendu à Dakar et dans les villes de l'Ouest du pays, en attendant la construction d'une usine régionale de conditionnement. Mais l'opération s'est révélée peu rentable du fait de l'insuffisance de la production en saison sèche, des coûts de conservation et de transport. Depuis 2008, le nombre de *tanks* collectés a été diminué. Leur lait n'est plus vendu qu'aux mini-laiteries de la région.

Pour en savoir plus : Dieye P.N., Montaigne E., Duteurtre G., Boutonnet J.P., 2008. « Le rôle des arrangements contractuels dans le développement du système laitier local et des mini-laiteries au Sénégal », *Économie rurale*, n°303-305, pp. 108-122.

CE QUI RESTE DU LAIT À DAHRA

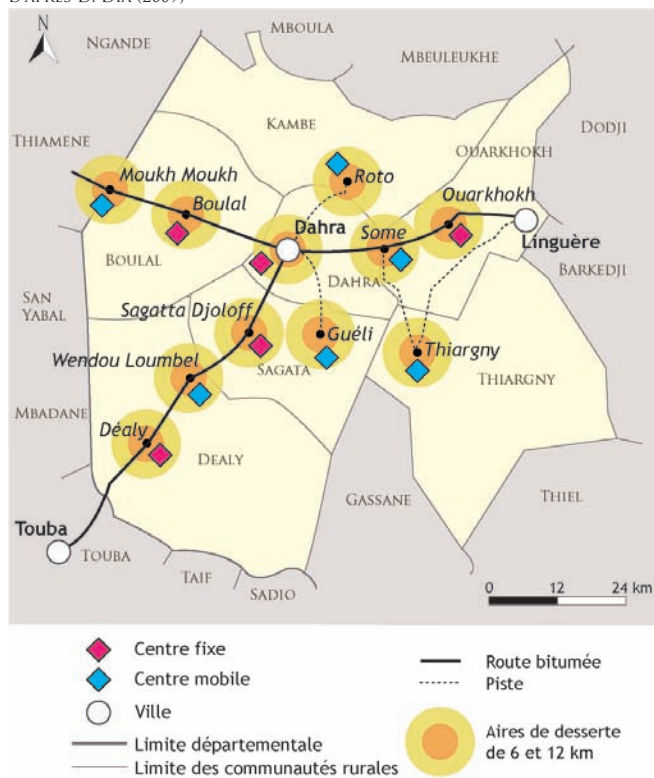
Au cœur du Ferlo, principal bassin de production bovine, Dahra présente des atouts importants pour le développement d'une filière laitière, notamment proximité d'un cheptel nombreux et de grandes villes (Saint-Louis, Touba, Dakar) accessibles par des routes goudronnées. Pourtant, une première expérience, menée par Nestlé dans les années 1990, s'est soldée par un échec, l'unité laitière ne parvenant pas à régulariser les approvisionnements (tant en quantité qu'en qualité) auprès des éleveurs locaux. Trois autres unités sont aujourd'hui encore actives mais rencontrent des difficultés analogues. Dahra symbolise ainsi tout le paradoxe de la filière lait sénégalaise qui ne parvient pas à se maintenir après le départ des agents extérieurs, malgré un potentiel certain. O.N.

La firme Nestlé a établi en 1991 un réseau de collecte de lait frais dans le Ferlo. Chaque centre était équipé d'un circuit de froid. Ces outils étaient placés à la sortie des chefs-lieux de communauté rurale et implantés en bordure des axes routiers. D'autres infrastructures de conservation temporaire se trouvaient dans des villages réputés grands producteurs de lait. Cependant, le lait n'était collecté qu'en saison humide et le prix était une source de tension entre les éleveurs et Nestlé. En 2002, Nestlé a revendu ses unités de transformation à des institutions et à des privés. Dès lors, les quantités collectées n'ont cessé de diminuer : 200.000 litres en 2003, 50.000 en 2004 et seulement 10.000 en 2005. Ces unités sont encore aujourd'hui en activité, au même niveau de production qu'en 2005.

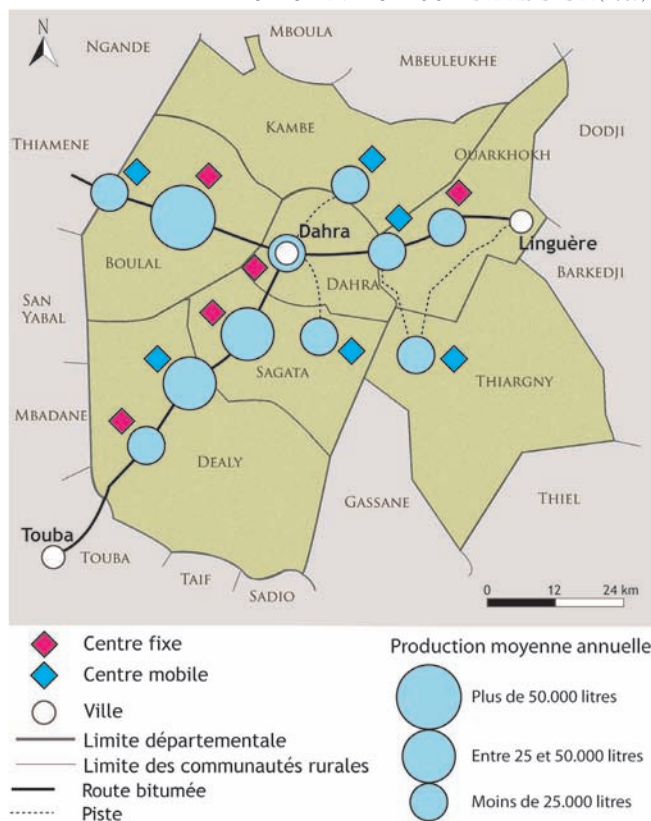
*Panneau de l'ancien centre
Nestlé à Dahra © J.D CESARO (2009)*



Réseau actuel d'unités laitières hérité de Nestlé
D'APRÈS D. DIA (2009)



Production moyenne des points de collecte
entre 1991 et 2002 D'APRÈS D. DIA (2009)



D'autres unités laitières ont été créées récemment à Dahra : celle de l'Adid, de Hunger Project (association de femmes), ou encore celle de l'association pour le développement des éleveurs du Jolof (*Bamtaare Aynaabe Jolof*). Mais aucune ne parvient à assurer une production régulière en toutes saisons, ni à vendre plus de 100 litres de lait par jour. Toutes se heurtent à des difficultés d'approvisionnement et d'accès au marché. Surtout, ces unités laitières ont bénéficié de soutiens techniques et financiers d'ONG sans lesquelles leur pérennité n'est pas assurée. Dépendants de ces aides extérieures, les acteurs locaux de la filière de production laitière à Dahra ne semblent ainsi pas en mesure, aujourd'hui, de porter seuls son développement.

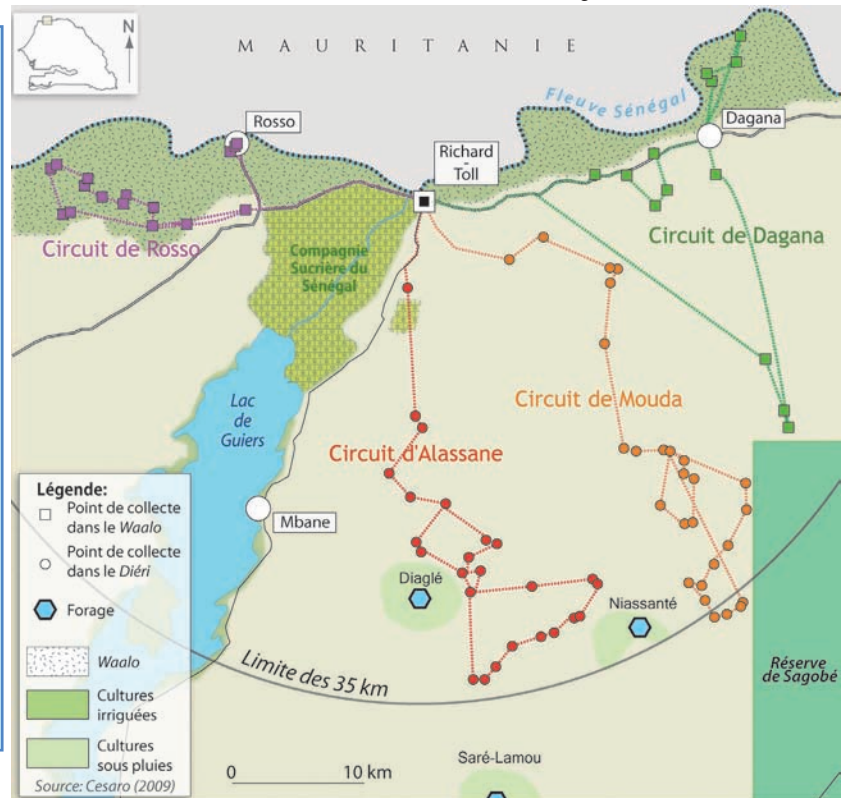
Le véhicule réfrigéré de collecte de l'ADID © O. NINOT (NOV. 2007)



LA COLLECTE DE LA LAITERIE DU BERGER

Circuits de collecte de la Laiterie Du Berger D'APRÈS J.D. CESARO (2009)

La vallée du fleuve Sénégal a connu d'importantes mutations au XX^e siècle. Les aménagements hydrauliques et la riziculture ont profondément modifié la mise en valeur agricole et pastorale du lit du fleuve. L'élevage a été le grand oublié des politiques de développement malgré le potentiel laitier associé à la présence permanente de l'eau et à la qualité des pâturages de décrue et post-récoltes. Après la création de quelques petites unités laitières artisanales au cours des années 1990-2000, une laiterie industrielle importante s'est établie en 2006 dans l'arrière-pays de Richard-Toll. Elle collecte auprès de 250 chefs de familles aussi bien le long du fleuve (*Walo*) que dans l'intérieur des terres (*Diéri*) sur un rayon de 35 kilomètres. La production journalière est estimée à 2.000 litres en saison humide. Pour maintenir les éleveurs dans la zone de collecte en saison sèche, la laiterie accorde des crédits en aliment de bétail, deux fois moins chers que sur le marché. Elle cherche ainsi à développer le troupeau de case de saison sèche. J-D C.

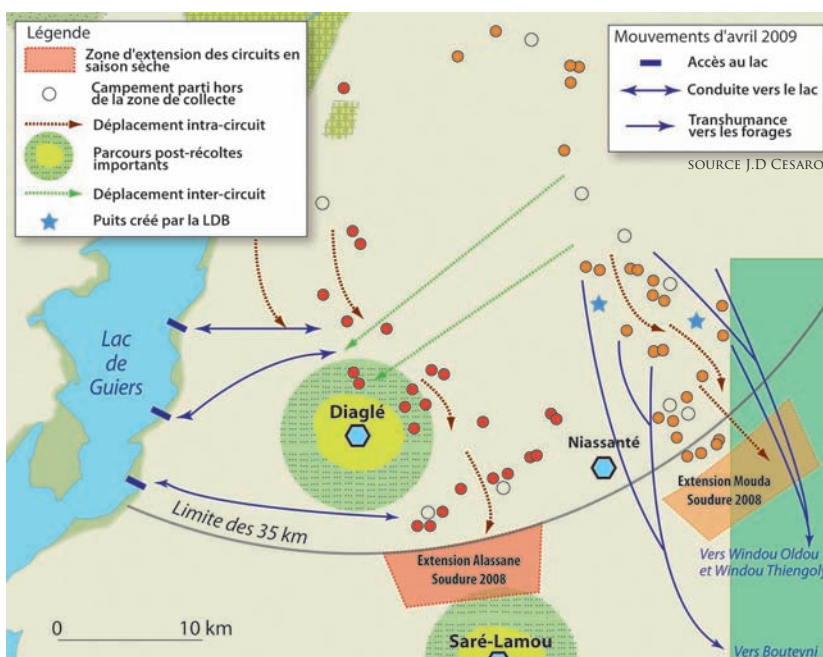


Pour rentabiliser la distance parcourue par les voitures de collecte, des regroupements d'éleveurs ont été encouragés par la laiterie. Certains éleveurs fournissent ensemble leur lait dans un même bidon. D'autres, trop éloignés des circuits, parcourent trois à six kilomètres pour atteindre un point de collecte. Au-delà, le gain par rapport au temps demandé ne semble plus intéresser les éleveurs.

Un collecteur note dans un cahier les quantités collectées
© J.D. CESARO (MAR. 2009)



Stratégies des éleveurs collectés en saison sèche D'APRÈS J.D. CESARO (2009)



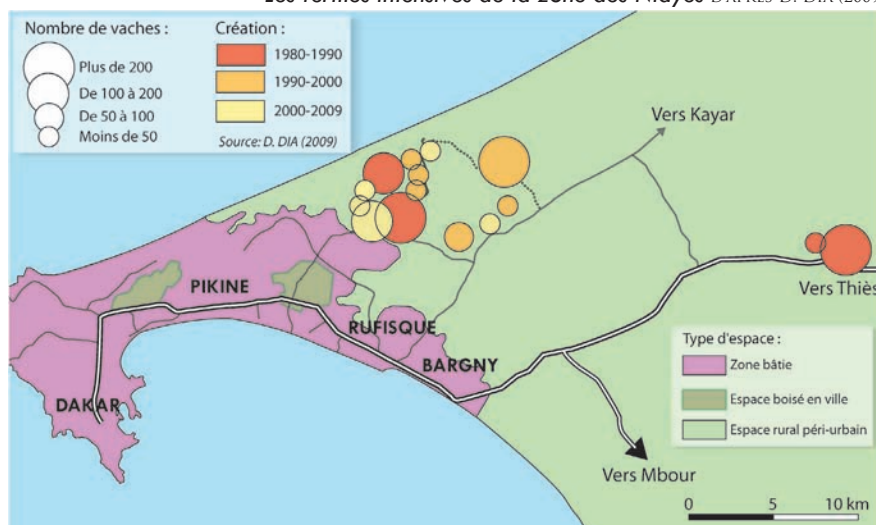
Collecter dans le *Diéri* en saison sèche suppose que la Laiterie du Berger soit réactive et souple pour réorganiser en permanence les circuits en fonction des déplacements des éleveurs. La proximité du lac de Guiers est un atout en période de panne générale de forage, comme en avril 2009 lorsque les fournisseurs du circuit d'Alassanne (à l'ouest) ont abreuvé les troupeaux au lac pour rester collectés. Les parcours post-récoltes autour du forage de Diaglé forment aussi une réserve herbacée importante, que certains pasteurs utilisent pour continuer à être collectés. En 2008, les pasteurs du circuit de Mouda (à l'est) ont été nombreux à partir rapidement vers le sud. Les circuits ont alors été allongés de sept kilomètres pour collecter ces éleveurs transhumants et maintenir un certain niveau de production. Cela montre que les éleveurs comme la Laiterie du Berger peuvent s'adapter à certains aléas.

Pour en savoir plus: Cesaro J.D, 2009. *Mobilité pastorale et accès aux marchés : le cas des éleveurs du forage de Niassanté*, mémoire de Master 1, Université Paris 1/ Cirad, 175 p.

DU LAIT À LA PÉRIPHÉRIE DE DAKAR

L'urbanisation de la presqu'île du Cap Vert repousse peu à peu l'élevage extensif. Les populations pastorales se sont adaptées aux contraintes spatiales de cette presqu'île peu étendue depuis le début du XX^e siècle, tout en recherchant le marché offert par l'agglomération de Dakar, principal bassin de consommation nationale. À la fin du XX^e siècle, sous l'effet d'une forte croissance démographique, l'extension désordonnée du bâti et de l'agriculture périurbaine restreignent les terrains de parcours : l'élevage s'intensifie ou se déplace. Les éleveurs pastoraux s'implantent alors au sud des Niayes, voire dans le Ferlo, ce qui rend plus difficile la commercialisation de leur lait. D.D.

Les fermes intensives de la zone des Niayes D'APRÈS D. DIA (2009)

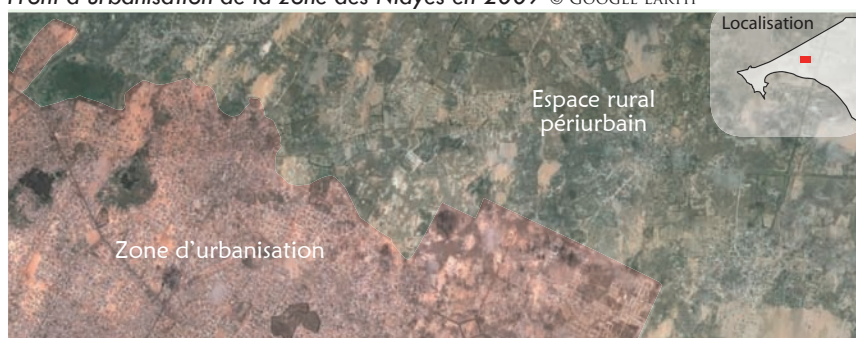


Salle de traite de la ferme de Niacoulrab © D. DIA (2009)



La forte pression foncière dans la zone des Niayes a eu des conséquences sur les dimensions des exploitations. Les premières fermes implantées dans les années 1980 ont aujourd'hui près de 200 vaches en moyenne; celles des années 2000 n'en ont que 50. La superficie des exploitations est passée de 89 ha pour les plus anciennes fermes à 5 ha pour les plus récentes. Les productions varient énormément d'une laiterie à l'autre : de 7 à 2.000 litres par jour. La production laitière des fermes intensives de la zone des Niayes représente moins de 2 % de la production nationale. La proximité de Dakar lui assure des débouchés stables.

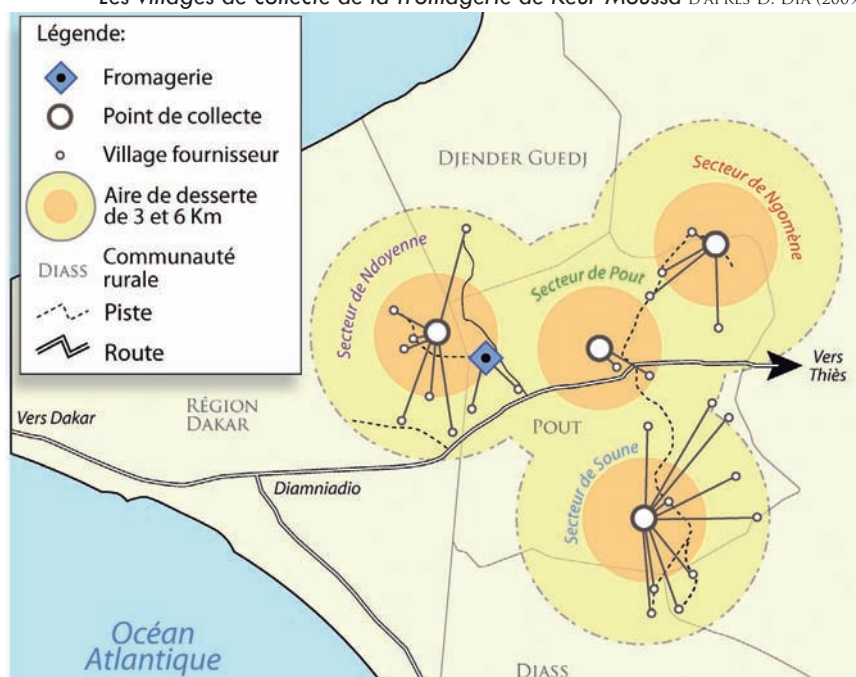
Front d'urbanisation de la zone des Niayes en 2009 © GOOGLE EARTH



La fromagerie de Keur Moussa

Créée à la fin des années 1970 sous l'égide du monastère local, la fromagerie de Keur Moussa valorise du lait de chèvre des régions de Dakar et de Thiès. L'organisation de la collecte se fait par secteurs. Les points de collecte sont choisis en fonction des possibilités d'accès. Leur aire de desserte maximale est de six kilomètres. La production d'un groupe de villages y converge, ce qui permet de faire venir le lait à l'unité centrale avant 11h du matin. La commercialisation du fromage de chèvre présente des circuits différents de ceux du lait. Le fromage de Keur Moussa est vendu dans les grandes surfaces et les hôtels. Les principaux clients sont le Casino du Port, le Méridien Président et le Lagon à Dakar, l'hôtel de la Résidence à Saint-Louis et quelques établissements hôteliers de la Petite Côte.

Les villages de collecte de la fromagerie de Keur Moussa D'APRÈS D. DIA (2009)



BIBLIOGRAPHIE

- A.N.S.D., 2006. *Situation économique et sociale (SES) des régions du Sénégal en 2005*.
- Barral H., 1982. *Le Ferlo des forages : gestion ancienne et actuelle de l'espace pastoral*, Dakar, Orstom, 85 p.
- Cesaro J.D., 2009. *Mobilité pastorale et accès aux marchés : le cas des éleveurs du forage de Niassanté*, mémoire de Master 1, Université Paris 1/Cirad, 175 p.
- Corniaux C., 2005. *Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait. Cas des modes de production actuels du delta du fleuve Sénégal*, Thèse de doctorat : Agriculture, alimentation, biologie, environnement, santé, Paris, Institut national agronomique de Paris-Grignon, 258 p.
- Corniaux C., Duteurtre G., Dieye P.N., Pocard-Chapuis R., 2005. « Les mini-laiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'Ouest : succès et limites », *Rev. elev. méd. vét. pays trop.*, 58 (3), pp. 237-243.
- Dia D., 2009. *Les territoires d'élevage laitier à l'épreuve des dynamiques politiques et économiques : éléments pour une géographie du lait au Sénégal*, thèse Ucad, Isra/Bame, 336 p.
- Dieye P.N., Montaigne E., Duteurtre G., Boutonnet J.P., 2008. « Le rôle des arrangements contractuels dans le développement du système laitier local et des mini-laiteries au Sénégal », *Économie rurale*, n° 303-305, pp. 108-122.
- Dieye P.N., Broutin C., Duteurtre G., Dia D., 2009. « Produits laitiers : importations, industries urbaines et dynamiques artisanales locales », Duteurtre G., Faye M.D. et Dieye P.N. (dir.), *L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché*, Paris, Isra, Karthala, pp. 305-328.
- Duteurtre G., Dieye P.N., Dia D., 2005. « Ouverture des frontières et développement agricole dans les pays de l'Uemoa : l'impact des importations de volailles et de produits laitiers sur la production locale au Sénégal », Dakar, Isra, *Études et documents*, vol. 8, n° 1, 70 p.
- Duteurtre G., 2007. « Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse », *Rev. elev. méd. vét. pays trop.*, 60 (1-4), pp. 209-223.
- Duteurtre G., 2009. « Lait des pauvres, lait des riches : réflexion sur l'inégalité des règles du commerce international », Duteurtre G., Faye B. (dir.), *L'élevage, richesse des pauvres : Stratégies d'éleveurs et organisations sociales face aux risques dans les pays du Sud*, Versailles, Quae, pp. 249-266.
- Duteurtre G., Faye M.D. et Dieye P.N. (dir.), 2009. *L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché*, Paris, Isra, Karthala, 451 p.
- Duvergé A., 2006. *Quel avenir pour la filière viande bovine au Sénégal ? Étude d'un circuit long de Tambacounda jusqu'à Dakar*, Istom, 105 p.
- Diop A.T., Sy O., Ickowicz A., Touré I., 2003. *Politique d'hydraulique et gestion de l'espace et des ressources dans la région sylvo-pastorale du Sénégal*, actes du colloque international *Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux*, Montpellier, France, 9 p.
- Guibert B., 2008. *Quelques enseignements sur l'économie sociale et historique des pasteurs du Ferlo*, PAPF, 88 p.
- Guibert B., Banzhaf M., Soule B., Balami D., Ide G., 2009. *Étude régionale sur les contextes de la commercialisation du bétail : accès aux marchés et défis d'amélioration des conditions de vie des communautés pastorales*, SNV/Iram, 119 p.
- Magrin G., 2009. *Dynamiques territoriales et place de l'élevage au Sénégal*, Documents de travail Icare, Série Notes de synthèse n°2, Cirad, 22 p.
- Mankor A., 2001. *Étude des déterminants de la consommation urbaine en viandes en Afrique de l'Ouest : l'exemple de Dakar*, thèse en agro-économie, École Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 242 p.
- Mankor A., Duteurtre G., D'Hauteville F., 2005. « Le marché de la viande à Dakar : La satisfaction des consommateurs en question », Blogowski A., Lagrange L., Valceschini E. (dir.), *Au nom de la qualité : quelle(s) qualité(s) demain pour quelle(s) demande(s) ?*, actes du colloque des 5-7 octobre 2005, Sfer – Énita, Clermont-Ferrand, pp. 119-132.
- Ndiaye P. (dir.), 2007. *Atlas du Sénégal*, les Éditions Jeune Afrique, 84 p.
- Ninot O., Lesourd M., Lombard J., 2002. « Nouveaux espaces, nouvelles centralités : échanges et réseaux en milieu rural sénégalais », *Historiens et Géographes*, (379), pp. 141-152.
- Ninot O., 2008. *Élevage et territoire dans le « Ferlo », zone pastorale du nord du Sénégal*, Rapport de Mission, ATP Icare, 48 p.
- Ninot O., 2010. « Des moutons pour la fête. L'approvisionnement de Dakar en moutons de Tabaski », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n°249, pp. 141-164.
- Sar M., 1973. *Louga et sa région. Essai d'intégration des rapports ville-campagne dans la problématique de développement*, Dakar, Ifan, 308 p.
- Sylla C.I., 1999. « Transhumance et décentralisation. La gestion des ressources pastorales au Sénégal », Bourgeot A. (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Karthala, pp. 295 – 306.
- Touré I., Bah A., D'Aquino P., Dia I., 2004. « Savoirs experts et savoirs locaux pour la coélaboration d'outils cartographiques d'aide à la décision », *Les cahiers de l'agriculture*, n° 13, pp.546-553.
- Touré O., 1990. *Ngaynaaka majji : la perte des pratiques pastorales dans le Ferlo (Nord Senegal)*, IIED, dossier n°22, 25 p.
- Tyc J., 1994. *La commercialisation du bétail dans la zone dite des « six forages »*, Orstom, rapport d'étude, 80 p.
- Van Chi-Bonnardel R.N. (dir.), 1977. *Atlas National du Sénégal*, Paris, Institut géographique national.
- Van Chi-Bonnardel R.N., 1978. *Vie de relations au Sénégal : la circulation des biens*, Dakar, Ifan, 927 p.
- Vatin F., 1996. *Le lait et la raison marchande : essai de sociologie économique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 205 p.
- Vatin F., 2008. « Retour à Dahra : quelques notes sur le voyage et le développement », *Revue du Mauss*, n° 32, pp. 441-460.
- Wane A., 2005. *Marchés de bétail du Ferlo (Sabel sénégalais) et comportements des ménages pastoraux*, colloque *Les institutions du développement durable des agricultures du Sud*, 21 p.
- Wane A., Ancey V., Grosdidier B., 2006. « Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux. Projet durable ou projet de développement durable ? », *Développement durable et territoires*, <http://developpementdurable.revues.org/index3292.html>

Conception graphique et cartographie : Jean-Daniel Cesaro

Rédaction des notices : Géraud Magrin, Olivier Ninot, Jean-Daniel Cesaro

Les auteurs

Jean-Daniel Cesaro

Géographe-cartographe
Chef de projet SIG
Titulaire du master Carthagéo
recherche, Université Paris 1

Géraud Magrin

Docteur en géographie, chercheur au
Centre de coopération internationale
en recherche agronomique pour le
développement (Cirad), UMR 8586
Prodig / UMR Tetis, chercheur associé
à l'UGB

Olivier Ninot

Docteur en géographie, ingénieur
de recherches au Centre national
de la recherche scientifique (CNRS),
directeur adjoint de l'UMR 8586
Prodig (www.prodig.cnrs.fr)

Avec les contributions de : Guillaume Duteurtre, Djiby Dia, Jules Grandin, Néné Dia

Remerciements particuliers à

Ibra Touré (Cirad)
Abdrahmane Wane (Cirad)
Anne Duvergé

Coordinateur du projet Icare : Guillaume Duteurtre

Présentation du projet Icare

L'Afrique connaît depuis 2000 une ouverture accélérée de ses marchés, liée à la signature d'accords internationaux et au renforcement de l'intégration régionale.

Cette internationalisation des échanges, qui engage une fraction croissante des économies africaines dans la concurrence mondiale, est pour ce continent un processus à double tranchant. Du point de vue de la consommation, l'ouverture commerciale facilite l'approvisionnement des villes en denrées de base et en produits transformés, mais elle est également une source potentielle d'insécurité alimentaire en raison des risques de brusques variations des prix à la hausse. Du point de vue de la production, l'internationalisation des marchés offre de nouvelles opportunités à l'exportation pour les agricultures africaines, mais la concurrence accrue des importations fragilise les productions locales sur les marchés domestiques.

Cette configuration nouvelle, porteuse d'espoirs comme de craintes, induit de nouvelles questions de recherche, en particulier dans le secteur de l'élevage.

Le projet Icare a été mené de 2007 à 2009, il visait à saisir l'impact de l'internationalisation des marchés sur le développement territorial dans les régions d'Afrique où l'élevage joue un rôle structurant. Plusieurs études de terrain ont été conduites au Sénégal, au Mali, en Éthiopie, et au Somaliland, dans des régions où l'élevage des ruminants constitue un des piliers des économies et des territoires. Les objectifs étaient triples : affiner les constats, développer des méthodologies d'analyse adaptées, formuler des recommandations politiques.

Le projet Icare a été financé et coordonné par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Il s'est appuyé sur la participation de nombreux partenaires : universités, centres de recherche nationaux et internationaux, institutions de développement. Parmi eux, le projet a travaillé en particulier avec l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), le Pôle pastoral zones sèches (PPZS), l'Institut d'économie rurale (IER), l'International Livestock Research Institute (ILRI) et le département de géographie de l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis au Sénégal.

Photographie de couverture: *Téfankés et éleveurs autour du daral bovin de Niassanté, 2009, Jean-Daniel Cesaro*

Photographie 4^{ème} de couverture: *Marché de moutons pendant la Tabaski à Dakar, 2008, Olivier Ninot*

<http://www.bameinfopol.info>

<http://www.cirad.fr>

<http://epe.cirad.fr/>

Imprimerie Compofaçon, Paris

ATLAS DE L'ÉLEVAGE AU SÉNÉGAL

COMMERCE ET TERRITOIRES

Au Sahel, l'avenir de l'élevage semble incertain. La fragilisation des écosystèmes et le développement rapide de l'économie de marché paraissent remettre en cause ses formes traditionnelles. Pourtant, dans de nombreux cas, les éleveurs des zones rurales montrent d'étonnantes capacités d'adaptation aux évolutions en cours. C'est cette réalité que décrit le présent ouvrage.

Au Sénégal, l'élevage est une réalité sociale et économique omniprésente et multiforme. Loin des clichés tenaces qui le réduisent à une activité « contemplative », l'élevage se décline suivant les lieux du pastoralisme extensif à l'élevage intra-urbain, en passant par des formes intermédiaires variées de mobilité, de relation à l'agriculture et à la ville. Deux Sénégalais sur trois possèdent des animaux domestiques ; l'élevage ferait vivre en partie un habitant sur trois. Depuis longtemps, le secteur participe à l'économie nationale et régionale des échanges. Malgré des politiques publiques agricoles privilégiant les productions végétales, il a su répondre aux besoins croissants associés à l'essor démographique, à l'urbanisation, à l'évolution des modèles alimentaires. Sa couverture de la demande nationale en produits laitiers reste insuffisante, et les deux tiers des produits laitiers consommés proviennent des importations. Mais le cheptel national ou régional pourvoit encore à l'essentiel de la consommation en viande.

Cet atlas se propose d'illustrer cette diversité de l'élevage sénégalais en mettant l'accent sur les filières de commercialisation de la viande et du lait. Il s'agit de montrer, à différentes échelles, comment ces filières s'inscrivent dans les territoires, pour éclairer leur potentiel et leurs fragilités. Les données utilisées ont été principalement produites dans le cadre du projet de recherche Icare, mené entre 2007 et 2009 et financé par le Cirad. Les résultats de terrain acquis au cours du projet ont été complétés par des matériaux d'origines diverses sur l'élevage au Sénégal.

En 3 chapitres et 18 planches illustrées et commentées, cet ouvrage donne des clés pour comprendre la complexité des enjeux de modernisation de l'élevage dans le pays le plus urbanisé du Sahel.



Le projet Icare a été mené au Sénégal par :

ISBN : 2-901560-78-4

